

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

DETTE ET
NUCLÉAIRE

COMBATTRE LA FORTUNE ET LE DÉSIR DE RICHESSE

DÉBAT
ENTRE *LE SOIR*
ET *KAIROS*



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Fernand Bernier, 15, 1060 Saint-Gilles, Bruxelles



Illustration: Aurore Vegas

SOMMAIRE

LES ARMES NUCLÉAIRES
HORS LA LOI ?

Paul Lannoye / Page 3

L'ÉVOLUTION « POLITIQUE »
EN OCCIDENT

Bernard Legros / Pages 4-5

DETTE ET NUCLÉAIRE

Robin Delobel / Page 6

PRENDRE CONSCIENCE D'UN
POSSIBLE EFFONDREMENT

Pablo Servigne et Raphaël Stevens / Page 7

RÉSISTANCE !

Jean-Pierre L. Collignon / Page 8

DOSSIER
COMBATTRE LA FORTUNE
ET LE DÉSIR DE RICHESSE

Coordonné par Alexandre Penasse / Pages 9-18

LA MEILLEURE ARME DES RICHES :
QU'ON VEUILLE LEUR RESSEMBLER

Pages 10-11 / Alexandre Penasse

LA LOTERIE NATIONALE :
FORMIDABLE INSTRUMENT DE CONSERVATISME SOCIAL

Pages 12-13 / A.P.

PAS DE CHANGEMENT SANS ABOLITION DE LA PLÉONEXIE

Pages 14-15 / A.P.

"LES PARLEMENTAIRES FACE AUX LIMITES"

Pages 15-16

POURQUOI LES INÉGALITÉS
NOUS RENDENT TOUS MALADES

Pages 17-18 / Alain Adriaens

LE PROTECTIONNISME
SOLIDAIRE

Sébastien Gillard / Pages 18-19

DÉBAT ENTRE LE SOIR
ET KAIROS

Page 20

VU/LU/ENTENDU

Pages 21-22

AVOIR LES BOULES OU PAS ?

Page 22

BRÈVES /
RECETTES DE L'AUTONOMIE

Page 23

COURRIER DES LECTEURS

Page 24

LE TABOU DE LA
DÉCENCE ORDINAIRE

Il semble encore difficile de faire reconnaître à une certaine gauche, souvent confinée dans les bureaux des universités, que plus on grimpe dans la hiérarchie des revenus, plus on s'éloigne de l'autre, que plus on est fortuné, plus on fait tout pour le demeurer, avec parmi les méthodes infailibles et indispensables, celles d'écraser, dépasser, concurrencer son voisin. Avec donc comme corollaire, et c'est ici que la bien-pensance universitaire bute le plus souvent, que même si les classes d'embas sont réceptives comme d'autres – et parfois plus – aux sirènes consuméristes, leurs conditions de vie plus précaires font que « *les valeurs traditionnelles d'entraide et de solidarité sont encore massivement présentes dans les milieux populaires*⁽¹⁾ ». Ce refus de reconnaître cette forme d'évidence se nourrit à la fois du mépris de classe que la petite et moyenne bourgeoisie a alimenté pendant des décennies, se bidonnant sur ces « beaufs » et pauvres ignorants de toutes les choses de l'esprit, mais aussi d'une profonde distance de classe structurant une méconnaissance où les stéréotypes ont toujours bonne place.

C'est que l'attitude morale ne se laisse pas cerner par des conceptualisations théoriques, celles-là mêmes qui trouvent leur place dans les cours de sociologie. On fustigera donc copieusement ceux qui essaient de comprendre ce qui demeure encore de décence commune chez les populations qui n'ont pas encore été complètement colonisées par les valeurs marchandes du capitalisme débridé. Pas étonnant dès lors que Frédéric Lordon, l'icône de la gauche française, décrive alors Orwell, et par là Michéa, énonçant que « *la faiblesse conceptuelle n'est nulle part si criante qu'avec la common decency*⁽²⁾ ». Le directeur de recherche au CNRS a besoin de concepts, de statistiques, de données mesurables, sans comprendre que la morale ne se mesure pas comme ça ; lui et d'autres ne veulent pas comprendre que la généralisation de la culture de masse a donné aux gens du peuple une conscience de leur infériorité sociale en même temps qu'elle détruisait leurs valeurs et leurs modèles culturels⁽³⁾. Les auteurs de la violence des riches le montrent très bien, alors que certains élèves d'un lycée populaire avaient dû écrire un compte-rendu de leur ressenti lors d'une promenade organisée dans les beaux quartiers parisiens : « *Lorsqu'on entre dans une boutique de luxe, et que l'on n'appartient pas à la bourgeoisie, on se sent mal à l'aise (...) les gens sont trop aimables. C'est une amabilité à laquelle nous n'avons pas l'habitude et cela nous gêne. De plus le regard des gens et même des vendeurs et des vendeuses, a l'air moqueur, ils savent que nous n'avons rien à faire ici, car nous n'avons pas les moyens d'acheter leurs produits* ». Un autre ajoute : « *Les vendeurs et les vendeuses, les portiers aussi, nous disaient "bonjour", d'une part pour être polis, mais d'un autre côté pour nous montrer leur supériorité, nous montrer que nous faisons partie d'une classe différente de la leur* ». Un élève décrit parfaitement cette mise en scène : « *Les bourgeois ont un comportement qui est à la limite de "jouer un rôle". On a l'impression qu'ils ne sont jamais naturels (...) Par rapport à la classe populaire par exemple : nous qui sommes naturels, on ne joue pas un rôle* »⁽⁴⁾.

Si une certaine gauche intellectuelle refuse de reconnaître ce qui reste encore de simplicité ordinaire dans ces classes opprimées par la mondialisation capitaliste, c'est qu'il refuse de condamner le progrès destructeur,



Illustration: Noelia Diaz

l'uniformisation consumériste, cette « *fièvre d'obéissance à un ordre non énoncé*⁽⁵⁾ », ce « *nouveau fascisme, la société de consommation, a profondément transformé les jeunes ; elle les a touchés dans ce qu'ils ont d'intime, elle leur a donné d'autres sentiments, d'autres façons de penser, de vivre, d'autres modèles culturels. Il ne s'agit plus, comme à l'époque mussolinienne, d'un enrégimentement superficiel, scénographique, mais d'un enrégimentement réel, qui a volé et changé leur âme (...) le vrai fascisme, je l'ai dit et je le répète, c'est celui de la société de consommation*⁽⁶⁾ ».

Mettant en exergue le racisme des classes populaires, premières victimes des dérèglementations de la mondialisation, pour mieux pourfendre l'idée de décence ordinaire qu'il leur reste encore, ces intellectuels de gauche ne saisissent pas que ce racisme est la résultante d'une « *destruction de la conscience de classe des dominés [qui] n'interdit pas le ressentiment et des formes de haine, [dévoiant] son expression politique vers des choix non conformes à leur intérêt de classe, [comme] le vote populaire en faveur du FN* ».

Pas étonnant dès lors qu'ils demeurent des nuits debout entre eux, loin des classes populaires. Pas étonnant non plus qu'ils se muent souvent en antifascistes de salon, là où leur sang ne fait qu'un tour lorsqu'on leur parle de décroissance ou d'anti-productivisme, systèmes qui ont besoin de toutes les haines et alimentent toutes les divisions.

Alexandre Penasse

(1) Jean-Claude Michéa, Notre ennemi le capital, Climats, 2017, p.25.

(2) www.con.tretemps.eu/lordon-impasse-michea

(3) Pier Paolo Pasolini, Écrits corsaires, Flammarion, 1976.

(4) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, La violence des riches, La Découverte, 2013, pp. 180-181. Par ailleurs, on lira avec attention les écrits de Erving Goffman, et notamment *La mise en scène de la vie quotidienne*, Les Éditions de Minuit, 1973.

(5) Pier Paolo Pasolini, Écrits Corsaires, Op. Cit, p.95.

(6) Op. Cit, p.269.

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décenteJournal de réflexion, d'investigation
et de changement, sans pubPériodique bimestriel / Paraît en avril, juin,
septembre, novembre, février
+ un n° spécial à parution aléatoire /
ISSN : 2294-0820Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisana, 1
B - 1400 NIVELLESTirage : cet exemplaire a été
tiré à 2 000 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Fernand Bernier, 15
1060 Saint-Gilles, Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.beT. (00 32) 2/660 61 09
M. (00 32) 485/057 744Rédacteur en chef
Alexandre PenasseGraphisme
Studio Noir & ClairStagiaire
Sébastien GillardGestion des abonnés
Sandy De WildeRelecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Marie-Claire,
AlainNotre publication bénéficie de l'aide à
la presse périodique de la Communauté
Française Wallonie-BruxellesChroniqueurs/Rédacteurs
Paul Lannoye, Raphaël Stevens, Bernard
Legros (B.L.), Pablo Servigne, Jean-Pierre
Léon Collignon, Gwenaël Breës, Alain
Adriaens (A.A.), Robin DelobelOnt contribué à ce numéro
Émeline De Bouver, Michaela,
Sébastien Gillard, Maxime De Coster.Les articles n'engagent que la
responsabilité de leurs auteurs, mais
on ne les laissera jamais tomber!Illustrations
Aurore Vegas – Couverture
Noelia Diaz, Louise Hendrickx, Léonore
Frenois, Coline Sauvand, Aurélie Garnier,
Beccari Priscilla, Sara Gréselle, Victorien
Ezard, Claire Detallante, Benjamin Tejero,
Elie Huault, Almudena Pano, Olivier
Spinewine, Laure Gatelier, Elisabeth
Corblin, Chanic, Camilo Collao.

LES ARMES NUCLÉAIRES HORS LA LOI ?

La question peut paraître saugrenue dans notre pays qui se prépare à renouveler sa flotte d'avions militaires porteurs d'armes nucléaires. Elle est pourtant d'une réelle actualité, malgré l'assourdissant silence médiatique qui pèse sur tout ce qui remet en question la prétendue dissuasion nucléaire. Le 23 décembre 2016, en effet, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution qu'on peut qualifier d'historique ; il s'agit de la résolution L41 sur l'avancement du désarmement nucléaire multilatéral, laquelle convoque à New York, en 2017, une conférence des Nations-Unies chargée de négocier un instrument juridiquement contraignant d'interdiction des armes nucléaires, conduisant à leur élimination totale.

Cette conférence a débuté en mars dernier, par une première session de 5 jours (27-31 mars), une seconde session ayant lieu du 15 juin au 7 juillet sous la présidence de l'Ambassadeur du Costa Rica à l'ONU, Elayne Whyte Gomez. Cette présidence est de bon augure quand on se rappelle que le Costa Rica a fait le choix politique de renoncer à toute force armée. Le vote final sur le texte du nouveau Traité est prévu en octobre prochain.

COMMENT CE PROCESSUS A-T-IL PU ÊTRE LANCÉ ?

C'est à l'initiative de l'Autriche qu'a été déposé le 28 septembre 2016 devant l'Assemblée générale de l'ONU, le projet de texte qui a été adopté le 26 décembre ; les co-signataires étaient le Brésil, le Mexique, l'Irlande, l'Afrique du Sud et le Nigéria. Adopté à une très large majorité (113 voix pour), il a néanmoins été rejeté par 35 pays membres, 13 choisissant de s'abstenir.

Sur les neuf États qui possèdent l'arme nucléaire, cinq ont voté contre : les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et Israël. Trois se sont abstenus : la Chine, l'Inde et le Pakistan. La Corée du Nord a une nouvelle fois surpris tous les observateurs en votant pour. Tous les pays de l'OTAN, satellites notoires des États-Unis, se sont alignés sur leur protecteur, en votant contre, la Belgique confirmant ainsi son statut de bon élève. Un seul mauvais élève, les Pays-Bas, qui se sont abstenus.

Il est réaliste de penser que les opposants ne se priveront pas, au cours des prochaines semaines, de freiner des quatre fers le processus en cours à l'ONU et de tenter de différer l'adoption du projet d'interdiction. Ils ont bien compris l'importance de l'événement. Sans doute un traité d'interdiction ne va-t-il pas dans l'immédiat conduire à l'élimination des arsenaux nucléaires mais il délégitimera les États possesseurs en les réduisant au statut d'États délinquants.

La Communauté internationale, en matière d'armes nucléaires, peut en effet être qualifiée à la fois de schizophrène et d'hypocrite. Le Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP) qui date de 1968 et est entré en vigueur en 1970 entérine et légitime la possession d'armes nucléaires par quelques grandes puissances et interdit aux autres d'en acquérir. Par son article VI, il feint de programmer le désarmement nucléaire puisque « *chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace* ». Cinquante ans plus tard, la date rapprochée n'a toujours pas été fixée et trois

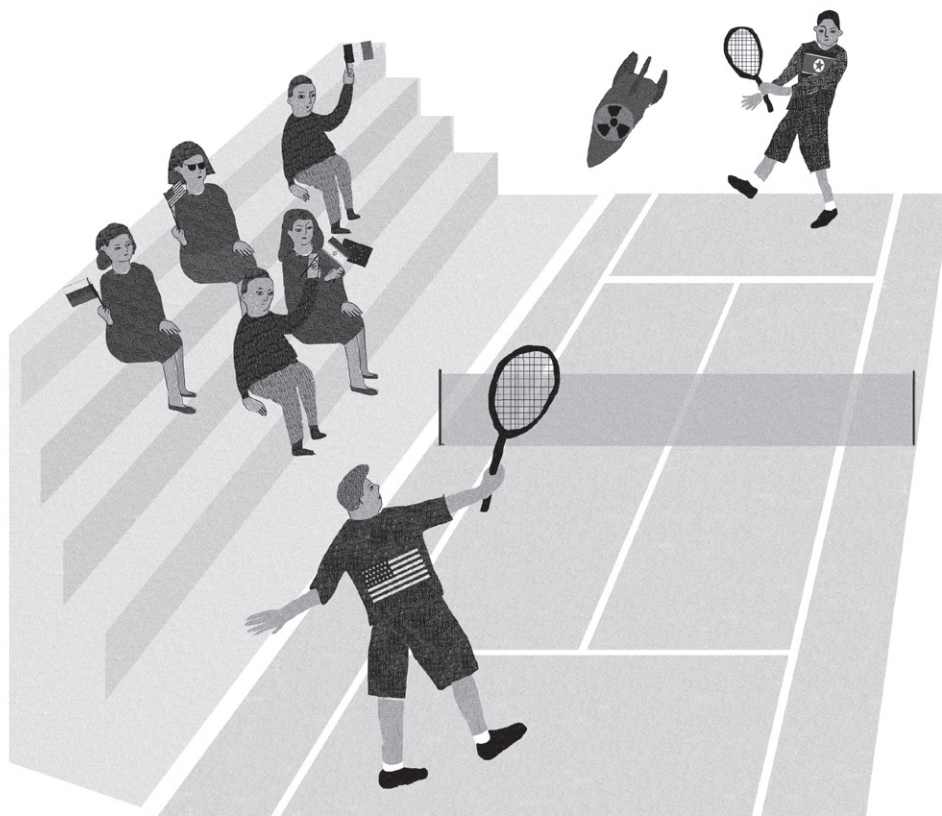


Illustration : Louise Hendrickx

États non signataires du TNP, Israël, l'Inde et le Pakistan se sont dotés de l'arme nucléaire sans subir de sanctions internationales.

Constatant l'inefficacité de ce Traité de Non-Prolifération et passant à une attitude plus volontariste, n'est donc en aucune manière inutile ni dangereux, comme tentent de le faire croire les tenants de l'immobilisme, c'est-à-dire les chefs de guerre occidentaux et ceux qui se satisfont de leur statut d'État « protégé ». Un Traité d'interdiction ne peut en aucune manière être qualifié d'inutile. Il donnera enfin aux armes nucléaires le statut juridique qu'elles méritent : celui d'armes de destruction massive aux conséquences humanitaires catastrophiques et qui, à ce titre, doivent être interdites.

Les États qui soutiennent le projet de Traité notent, très justement, qu'il comblera le vide juridique entre l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires. C'est ce qu'ont fait la Convention de 1972 pour les armes biologiques et la Convention de 1993 pour les armes chimiques qui ont respectivement interdit ces armes et ordonné leur élimination totale. Ce projet peut encore moins être considéré comme dangereux, comme le prétend notre Ministre des Affaires étrangères.

Seuls ceux qui croient en la pertinence et en l'efficacité de la dissuasion nucléaire peuvent oser ce genre de propos. S'il n'y a certes pas eu de guerre nucléaire, en conclure que c'est le résultat de la politique de dissuasion est pour le moins discutable. À plusieurs reprises en effet, on a échappé de justesse à la catastrophe. Ce fut le cas lors de la crise de Cuba en 1962, alors que la tension était à son comble entre les États-Unis et l'URSS. En 1983, un événement exceptionnel longtemps occulté, parce que gênant pour tous les protagonistes, a permis d'éviter la troisième guerre mondiale. Dans la nuit du 25 au 26 septembre, Stanislas Petrov, le commandant d'une base aérienne soviétique, a refusé d'obéir aux ordres de riposter à une alerte atomique constituée par la détection de missiles américains pointés vers l'URSS.

En clair, la dissuasion nucléaire n'offre aucune garantie de fonctionnement parfait. Le fait qu'elle repose en outre sur un postulat erroné suffit à l'invalidier. Comment peut-on croire à la rationalité absolue du comportement des chefs d'État qui détiennent le

pouvoir énorme de déclencher un conflit nucléaire ou de riposter à ce qu'ils interprètent comme une menace d'une extrême gravité ?

Qui pourrait prétendre aujourd'hui à l'absence de pulsions irrationnelles ou de réactions démesurées chez Donald Trump ou Kim Jong-Un ? La vérité est que nous sommes tous menacés en permanence par une politique qui prétend assurer notre protection.

Non, la dissuasion nucléaire ne met personne à l'abri de risques apocalyptiques ; elle les fait peser sur la planète entière, autant sur les États détenteurs que sur les autres. Comme l'explique avec justesse le général français Francis Lenne dans un livre récemment mis en ligne (voir le site www.armesnucleairesstop.org), les armes nucléaires ne sont pas des armes, au sens militaire du terme, elles ne sont pas utilisables pour se défendre mais pour s'immoler. Elles répondent à un besoin d'affirmer un simulacre de puissance, d'appartenir au groupe restreint de ceux qui veulent jouer dans la cour des grands.

L'enjeu, à ce jour, est de forcer le débat au sein des États détenteurs de l'arme nucléaire et de leurs alliés. Les récentes élections présidentielles françaises montrent bien que la classe politique, toutes tendances confondues, ne veut pas ou n'ose pas ce débat. Le silence unanime des médias est tout aussi révélateur de l'état d'esprit des élites autoproclamées. L'adoption d'un traité d'interdiction devrait changer la donne. Ce n'est pas gagné mais tous les espoirs sont permis. Alors que les discours de rigueur budgétaire et d'austérité envahissent l'espace public, il est de plus en plus évident que dépenser des sommes considérables* pour se donner les apparences de la puissance deviendra de plus en plus socialement inacceptable. Si, en outre, apparaît à la clé le statut peu glorieux de délinquant aux yeux de la Communauté internationale, on passe de l'inacceptable à l'insupportable.

Paul Lannoye, président du Grappe

* Le budget consacré par la France à sa force de frappe nucléaire est de 3,4 milliards d'euros. Il serait de 6 milliards d'euros en 2025.

L'ÉVOLUTION « POLITIQUE » EN OCCIDENT

« *Le libéralisme n'est pas l'antonyme du totalitarisme : il en est la racine.* »⁽¹⁾

Marc Weinstein

Comme s'il s'agissait d'une bonne nouvelle, des philosophes et des scientifiques annoncent que nous nous dirigeons vers toujours davantage de complexité, dans tous les domaines, principalement pour deux raisons. Primo, parce que la division du travail est constamment plus poussée ; secundo, parce que les connaissances s'accumulent et se dispersent, n'empêchant toutefois pas l'extension de la « *sphère de l'imprévisibilité et de l'inconnaissable* »⁽²⁾. « *Dans un monde de plus en plus complexe, où l'interaction des structures lourdes maintient constamment le système bien loin de tout équilibre et rend toute prédiction très aléatoire, nous n'avons peut-être pas les moyens intellectuels d'identifier la source d'évolutions qui nous semblent indésirables, ni donc la capacité d'en enrayer le cours* », remarquait déjà Philippe Van Parijs il y a un quart de siècle, juste avant l'ère numérique⁽³⁾. Comprendre l'évolution des sociétés industrialisées est un exercice toujours plus ardu avec le temps qui passe, à cause de l'extraordinaire complexité du maillage causal dans le monde moderne⁽⁴⁾. Il fut une époque, plus simple et pas si lointaine, où nous pouvions clairement identifier ceux qui exerçaient – féroce – le pouvoir : Hitler, Staline, Mao, Franco, Mussolini, et aussi Pinochet, Suharto, Amin Dada, Bokassa, Papa Doc et autres Pol Pot. En 2017, nous pouvons encore citer des noms et voir des têtes dans les médias, mais ces oligarques font corps et se confondent avec la mégamachine techno-bureaucratique dont ils seraient devenus des rouages prétendument irresponsables ; ils n'en disposent pas moins encore et toujours d'un pouvoir énorme, souvent discrétionnaire. Quand un responsable (sic) politique ou économique appose sa signature au bas d'un document, il continue à impacter durement la vie de millions de ses concitoyens⁽⁵⁾. Est-ce acceptable dans une démocratie ?

VALLS DES ÉTIQUETTES

Comment nommer la forme « politique » inédite qui arrive en Occident ? À partir des Trente Glorieuses, les politologues avaient pris des habitudes de langage. Ainsi parlaient-ils de démocraties « libérales de marché ». Vivons-nous (toujours) dans une démocratie de marché ? Non, car le principe de celui-ci, si l'on pense qu'il doit être « libre », est bafoué par les manœuvres oligopolistiques des transnationales. Vivons-nous (toujours) dans une démocratie libérale ? De moins en moins, car les libertés civiles sont rabotées par l'arsenal législatif qui prend comme prétexte la lutte contre le terrorisme. Nous sommes dans un interrègne, au sens de Gramsci : un système est en train de mourir, le suivant n'a pas encore accouché, le tout se passant dans la douleur. Beaucoup se contentent de gloser sur le « populisme », qui n'est qu'un des aspects, et pas le plus menaçant.⁽⁶⁾ Il serait plus judicieux de s'inquiéter de l'avènement d'un totalitarisme d'un genre nouveau (cf. *infra*), et par la même occasion de cesser d'user du concept de démocratie, sauf à la qualifier de prosaïquement électorale et représentative ; ou de l'affubler du déterminant « de contrôle », voire « de contrainte » (Pièces et main-d'œuvre) ; ou encore de parler d'une « *démocratie totalitaire* » (Roland Gori),

ou de remplacer le terme par « *oligarchie* » (Hervé Kempf) ou « *dé-civilisation* » (Olivier Nachtwey).

Les élections sont devenues une manifestation carnavalesque (Michel Weber) qui tente de donner le change et continue d'être défendue par des gens de gauche au nom de la mémoire de nos ancêtres qui se sont sacrifiés pour que tous accèdent au vote. Mais l'époque a changé. Nous sommes entrés de plain-pied dans le régime de la gouvernance technocratique-numérique-algorithmique, pilotée par une caste de politiciens professionnels, de capitaines de grandes entreprises, d'actionnaires, de scientifiques à la botte, de technologues, de militaires et de propagandistes médiatiques, qui se réunissent dans les cercles privés ou les *business clubs*, du célèbre Forum de Davos au plus discret groupe Bilderberg, en passant par la Commission Trilatérale et la European Round Table⁽⁷⁾.

Dans *Si la démocratie fait faillite*⁽⁸⁾, le linguiste italien Raffaele Simone note que non seulement les institutions démocratiques sont mal en point, mais la mentalité démocratique, reposant habituellement sur les vertus citoyennes, fond également comme neige au soleil, tout comme la mythologie démocratique, ce récit qui permet de conforter « *l'idée que c'est dans la démocratie que l'on recueille ce qu'il y a de mieux* ». ⁽⁹⁾ Conception faussée de l'égalité et de la liberté, déclin de l'État-providence, ravages du capitalisme financier, pantouflage entre pouvoirs publics et secteur privé, refus de la politique et abstentionnisme électoral, opacité des institutions, incompetence des élus, inclusion illimitée des migrants, « *fée démocratique* » à qui l'on demande tout, rôle néfaste des médias et du *marketing* dans la formation de l'opinion publique, inconsistency idéologique des nouveaux mouvements de protestation (Indignés, *Occupy*, *Nuit debout*), peurs et incertitude, tissent les mailles de cette crise de décomposition. Selon lui, pour peu que la démocratie ne passe pas purement et simplement à la trappe, l'avenir est à une démocratie de basse intensité où « *la minorité désignera la majorité* », « *une perversion logique à laquelle un régime ne peut survivre* »⁽¹⁰⁾. Tout en actant cette crise de la représentation, Simone ne croit pas non plus à la possibilité de la démocratie directe et constate amèrement que la « *pensée politique naturelle* », i.e. la loi du plus fort, est en train à nouveau de prendre le pas sur la nécessaire fiction démocratique garantissant l'égalité politique.

LE NÉOLIBÉRALISME, UN SYSTÈME RÉILIENT

Pour rappel, le néolibéralisme est « *un processus de réorganisation qui vise à gouverner de manière efficace à travers l'instrumentalisation de la liberté individuelle et la mise en concurrence généralisée* ».⁽¹¹⁾ Certains observateurs croient percevoir son délitement et même sa prochaine disparition derrière le Brexit ou l'élection de Donald Trump. Celle d'Emmanuel Macron vient déjà d'y apporter un démenti. Le plus jeune président de la Cinquième république est adoubé par tout l'*establishment*, à commencer par la très libérale Commission européenne. Il est

vrai que la promesse néolibérale d'émancipation individuelle par le mérite a du plomb dans l'aile, surtout dans les classes populaires, et de plus en plus dans les classes moyennes. Est-ce suffisant pour provoquer un rejet massif ? Apparemment non, car le sujet néolibéral⁽¹²⁾ – hyper-individualiste, entrepreneur de soi-même et en même temps tourné vers sa vie privée et ses sentiments – est solidement ancré dans l'imaginaire collectif depuis trois décennies et défendu par « *l'État démo-libéral [qui] n'est plus guère qu'une agence au service des droits individuels et des droits de groupes* ».⁽¹³⁾ Ce sujet n'est hélas pas prêt de céder la place à un autre idéal-type qui reviendrait aux vertus populaires que célébrait Orwell : l'honnêteté, la générosité, la loyauté, la bienveillance, l'esprit d'entraide, pouvant être subsumés sous le terme de décence ordinaire (*common decency*). Sur le plan économique, même si l'on re-parle ça et là de mesures protectionnistes, le marché « libre » est toujours l'entité de référence pour presque tous les politiciens, qui cherchent à articuler « *le comportement consumériste au comportement organisationnel et politique* ».⁽¹⁴⁾ Stratégiquement, comme l'explique César Rendueles, « *depuis le début des années 1980, les néolibéraux ont développé des stratégies agressives visant à gérer la souffrance psychique, la dégradation des institutions publiques, la fragilisation sociale, la détérioration culturelle et la polarisation politique, pour qu'elles rétroagissent positivement sur leur projet* ».⁽¹⁵⁾ Et nous constaterons que jusqu'à présent cette ruse a été payante !

LE TOTALITARISME, UNE AFFAIRE EN COURS

Nous allons bel et bien vers un nouveau totalitarisme, mais un totalitarisme « *soft* »⁽¹⁶⁾ différent des formes ultra-répressives du XX^e siècle, où l'État et les idéologies sont dissous dans l'ordre économique⁽¹⁷⁾. Aujourd'hui, les électeurs-consommateurs ont leurs raisons de défendre le système, ne fût-ce que par défaut : nonobstant toujours plus de contraintes professionnelles, sociales et administratives, ils se sentent « *émancipés* » ; libres de leurs mouvements, ils en usent et abusent dans la frénésie touristique ; ils consomment de plus en plus à crédit, et l'achalandage suit, jusqu'à présent⁽¹⁸⁾ ; ils peuvent choisir le/la conjoint.e de leur goût pour fonder une famille et procréer librement, sans restriction, maintenant y compris en Chine ; ils peuvent assouvir légalement une bonne partie de leurs fantasmes sexuels et identitaires, en manipulant les lois de la filiation en recourant au *lobbying* juridique et aux biotechnologies ; les gouvernements assurent (tant bien que mal) leur « *sécurité* » ; enfin, hormis d'irréductibles luddites, le fétichisme technologique sert de colonne vertébrale à l'ensemble des agents, toutes classes confondues. Bref, ce qu'il y a à perdre importe davantage que ce qu'il y aurait à gagner en terme de réduction des inégalités économiques, car, ailleurs, l'égalitarisme est la règle : « *C'est cette sorte de distribution égalitaire des jouissances, de grandes communautés autour de jouissances partagées qui nous permet d'énoncer que, d'une certaine manière, dans nos contrées en tout cas, et même si souvent ils s'ennuient, les gens sont plu-*

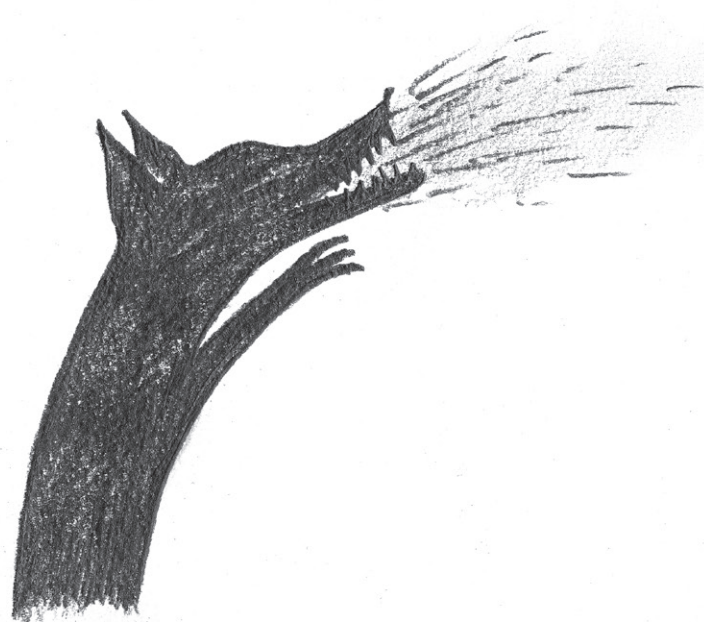


Fig. 1.

TOTALITARISMVS



Fig. 2.

LIBERALISMVS

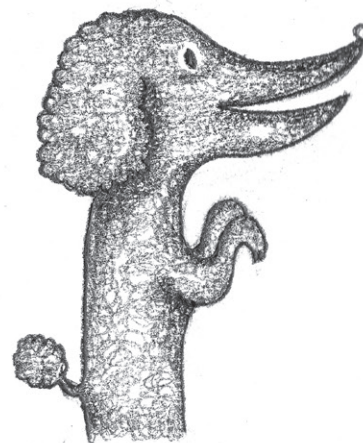


Fig. 3.

DEMOCRATVS

tôt heureux », explique le psychanalyste Charles Melman⁽¹⁹⁾. Contrairement à ce qu'affirme ce dernier, je doute même qu'ils s'ennuient ! Osons une hypothèse : tant qu'il parviendra à pourvoir aux besoins de base des populations, le capitalisme a encore de beaux jours devant lui. Autrement dit, tant que fonctionneront normalement les technologies de l'information et de la communication (TIC), que seront régulièrement approvisionnés stations-services et supermarchés, il n'y a pratiquement aucun risque de révolte. Est rejouée sans fin cette tragi-comédie du pain et des jeux. Pouvant encore durer quelques décennies, cette situation est à mettre en lien avec l'analyse inusable de La Boétie sur la servitude volontaire.

Ce totalitarisme de la nouvelle vague⁽²⁰⁾ voit le capital financiarisé et concurrentiel s'établir comme « un modèle objectif social et total, bien plus large [donc] qu'un mécanisme financier »⁽²¹⁾. Citons quelques-unes de ses composantes : l'accélération sociale et la glorification du mouvement illimité de la concurrence, particulièrement présentes dans le néo-management ; la confusion des discours et l'éclatement

de la pensée, dont témoignent le climato-négationisme et la politique post-vérité, entre autres ; la marchandisation des « services écosystémiques », qui aboutira un jour à faire ressembler la Terre à une boule pelée et essorée ; l'élan apparemment infini de la technoscience ; l'hyper-individualisme et la tyrannie de la majorité et des subjectivités, qu'avait déjà pressenti Tocqueville en 1835 dans *De la démocratie en Amérique*. Le philosophe québécois Maxime Ouellet voit, lui, dans le capitalisme cybernétique (ou cyber-capitalisme) la nouvelle forme du système. Née il y a bientôt 70 ans, la cybernétique se voit déclinée actuellement dans les TIC, qui en représentent son apothéose globalisée. Les rapports sociaux sont médiatisés et abstraits par la communication, de sorte que « la distinction entre monde vécu et système apparaît comme de plus en plus inadéquate »⁽²²⁾, l'aliénation se manifestant « non plus comme une perte de la subjectivité, mais plutôt d'une perte de l'objectivité elle-même »⁽²³⁾. La société civile globale pourrait demain s'autoréguler grâce aux TIC, à l'image de l'ordre spontané du marché théorisé par Hayek. Les promoteurs de la gouvernance, s'appuyant sur des principes cyberné-

tiques, « tentent ainsi d'implanter des mécanismes de pilotage, de contrôle et de rétroaction »⁽²⁴⁾, en s'appuyant sur les réseaux d'Internet. On peut aussi appeler cela le capitalisme communicationnel ou, d'une manière plus positive (et plus hypocrite), le capitalisme cognitif. « La redéfinition du politique en terme de réseaux dissout sa conception en termes modernes de rapports de forces et de capacité d'institutionnalisation du pouvoir », ajoute Ouellet⁽²⁵⁾.

Quel que soit le label, cette évolution annonce rien de moins que l'obsolescence du politique, et il y a certainement là de quoi s'alarmer. Qui est prêt à (sur)vivre dans une fourmilière utilitariste, productiviste, consumériste et aliénante à un point qu'ont pu imaginer seuls de rares penseurs comme Aldous Huxley ? Nous regretterons le bon vieux temps de la politique, des passions et des conflits.

Bernard Legros

(1) Marc Weinstein, *L'évolution totalitaire de l'Occident. Sacralité politique I*, Hermann, 2015, p. 375.

(2) Dwight McDonald, *Le socialisme sans le progrès. The root is man*, La Lenteur, 2011, p. 134.

(3) Jean-Michel Chaumont & Philippe Van Parijs (dir.), *Les limites de l'inéluctable. Penser la liberté au seuil du troisième millénaire*, De Boeck Université, 1991, p. 135.

(4) Vittorio Hösle, *Philosophie de la crise écologique*, Payot, 2011, p. 128. L'inévitable perte de complexité en cas d'effondrement n'en sera que plus dure à affronter.

(5) Auxquels il a cessé depuis longtemps de s'identifier, faut-il le préciser.

(6) Cf. l'éditorial in *Kairos* n° 29.

(7) Cf. Geoffrey Geuens, *La finance imaginaire. Anatomie du capitalisme : des « marchés financiers » à l'oligarchie*, Aden, 2011.

(8) Raffaele Simone, *Si la démocratie fait faillite*, Gallimard, 2017.

(9) *Ibidem*, p. 20.

(10) *Ibidem*, p. 215.

(11) Maxime Ouellet, *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*, Ecosociété, 2016, p. 214.

(12) Cf. Pierre Dardot & Christian Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, 2009 ; Philippe Coutant, *Le sujet et le capitalisme contemporain*, La Grèneraie, 2011 ; ainsi que les travaux de Dany-Robert Dufour et de Jean-Claude Michéa.

(13) Philippe Beneton, *Le dérèglement moral de l'Occident*, Le Cerf, 2017, p. 115.

(14) *L'âge de la régression. Pourquoi nous vivons un tournant historique*, Premier parallèle, 2017, p. 25.

(15) *Ibidem*, p. 261.

(16) Cf. Natacha Polony & le Comité Orwell, *Bienvenue dans le pire des mondes. Le triomphe du totalitarisme soft*, Plon, 2017.

(17) Ce que certains penseurs appellent un totalitarisme inversé (Sheldon Wolin) ou à l'envers (Alain Caillé).

(18) En Belgique, la consommation des ménages est en augmentation constante depuis 2008 (in *Le Soir*, 8 février 2017).

(19) Charles Melman, avec Jean-Pierre Lebrun, *L'homme sans gravité. Jouir à tout prix*, Denoël, 2002, p. 139.

(20) Le totalitarisme « de l'ancienne vague » est aujourd'hui représenté par le fondamentalisme islamiste et un régime comme la Corée du nord. Si les années de celui-ci sont comptées, rien ne dit jusqu'à présent que celui-là ne soit pas promis à un bel avenir...

(21) Marc Weinstein, op. cit., p. 22.

(22) Maxime Ouellet, op. cit., p. 87.

(23) *Ibidem*, p. 77.

(24) *Ibidem*, p. 187.

(25) *Ibidem*, p. 109.

« LES DETTES QUE NOUS LAISSE LE NUCLÉAIRE »

Le nucléaire est rarement pointé lorsque l'on parle dette écologique. Cette industrie et ses nombreuses pollutions représentent pourtant l'illustration la plus extrême de ce que signifie la dette écologique, à savoir « *la dette accumulée par les pays industrialisés du Nord envers les pays du tiers-monde à cause du pillage des ressources, des dommages causés à l'environnement et de l'occupation gratuite de l'environnement pour le dépôt des déchets, dont les gaz à effets de serre provenant des pays industrialisés* »⁽¹⁾.

Les affirmations grandiloquentes de dirigeants français quant à l'indépendance énergétique de la France grâce au nucléaire semblent bien hypocrites quand on sait que l'uranium vient du sous-sol de ses anciennes colonies africaines : Gabon, Niger (pays classé le plus pauvre au monde) et Mali. La France se procure de l'uranium à moindre coût, au prix d'ingérences politiques et de conséquences environnementales, sanitaires et sociales catastrophiques pour les populations locales.

Avec 58 réacteurs en activité, la France est le pays le plus nucléarisé au monde par habitant et possède le deuxième parc de réacteurs après les États-Unis. La Belgique en possède 7 et inquiète ses voisins allemands, hollandais et luxembourgeois, avec le site nucléaire le plus densément peuplé d'Europe: dans un rayon de 75 km autour de Doel vivent pas moins de 9 millions de personnes.

Quand on songe aux nombreux risques sanitaires et environnementaux qui peuvent impacter les populations pendant des dizaines, voire centaines de milliers d'années, on constate que le nucléaire correspond également à une autre définition de la dette écologique, temporelle, qui se rapporte à celle d'une ou plusieurs générations humaines envers les générations futures. Si les bénéficiaires vont aux industriels, les multiples frais et la dette engendrés par le nucléaire sont portés au final par la collectivité.

NUCLÉAIRE ET PILLAGE

Malgré les déclarations hypocrites des présidents nouvellement élus faisant croire à un renouveau quant aux relations avec l'Afrique, les différents gouvernements français font perdurer la françafrique, « *ce système occulte - articulante interventionnisme, réseaux d'influence, corruptions, accords économiques et militaires* »⁽²⁾. Preuve en est, Emmanuel Macron a nommé au poste de Premier ministre Edouard Philippe, ancien lobbyiste chargé des relations avec les élus pour Areva, avant d'être maire du Havre. « *Il a donc défendu les actions d'une entreprise qui, au Niger, a pollué irréversiblement les territoires des peuples autochtones et baigné dans les scandales financiers* », affirmait le réseau Sortir du nucléaire suite à cette annonce.

La Belgique n'est pas en reste quand il s'agit de rapport néocolonial avec ses anciennes possessions. Information peu connue du grand public, rappelons que la Belgique a obtenu une annulation partielle de sa dette à l'égard des États-Unis en compensation de l'uranium fourni pour la fabrication des deux premières bombes atomiques américaines lâchées au-dessus des villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, provoquant le premier holocauste nucléaire. « *L'uranium provenait de la*

mine de Shinkolobwé (près de Likasi ex-Jadotville) situé dans la province du Katanga au Congo belge. Premier acte, la Belgique bénéficie d'une annulation de dette grâce à sa colonie dont elle exploite les ressources naturelles. Deuxième acte, une quinzaine d'années plus tard, elle lègue au Congo indépendant avec la complicité de la Banque mondiale les dettes qu'elle a contractées pour exploiter ses ressources naturelles et son peuple. »⁽³⁾

Revenons sur un mensonge fréquemment propagé par de trop nombreux gouvernements et industriels, surtout depuis la COP21 en décembre 2015 à Paris : le nucléaire ne polluerait pas. Cette affirmation linéaire et simpliste fait abstraction de toute la chaîne de production, en ne se concentrant que sur la consommation d'électricité finale. Le calcul des émissions de CO₂ engendrées par l'énergie nucléaire implique de prendre en compte toutes les émissions de CO₂ du cycle de vie du combustible uranium (extraction, transformation, concentration, enrichissement du minerai, recyclage, gestion des déchets) et celui des centrales nucléaires (construction, transport, exploitation, démantèlement). Selon l'Ademe⁽⁴⁾, ces émissions sont 8 fois plus importantes que celles engendrées par l'énergie éolienne.

UNE DETTE FINANCIÈRE SUPPORTÉE PAR TOUS

Comme de nombreux autres investissements (achats de matériels militaires), le choix du nucléaire s'impose à la population et fait peser de nombreux risques sur son environnement. Pourtant, les décisions de se tourner vers cette énergie sont loin d'avoir été prises collectivement. Aux risques d'accidents et risques sanitaires s'ajoute le poids financier que représente cette énergie, portée par l'État et donc les contribuables. La construction et la gestion d'une nouvelle centrale nucléaire entraînent d'énormes risques technologiques et financiers: un nouveau réacteur coûte environ 9 milliards d'euros. Quand ce n'est pas le pouvoir public qui finance directement le coût astronomique de cette construction, la population paie les surcoûts à travers leurs factures d'électricité.

Face à la dette écologique et à ses désastres sociaux actuels, passés et déjà futurs⁽⁵⁾, des réparations concrètes doivent être exigées et appliquées, sous forme financière ou non. « *Ces réparations n'ont de sens que si elles financent un autre modèle, qui réponde aux besoins fondamentaux de toutes les populations, peuples autochtones, femmes, petits paysans, travailleurs et travailleuses de l'informel, salariés...* »⁽⁶⁾.

La lutte contre la dette écologique et le nucléaire passe aussi par le soutien aux mobilisations, comme

celles de Bure en France dans le département de La Meuse, où des nouvelles formes de luttes sont expérimentées, ou encore celles de Notre-Dame-des-Landes contre l'aéroport ou dans le Val de Suze en Italie/France contre la ligne à grande vitesse : plaidoyer politique, mobilisations associatives, actions directes et actions en justice permettent pour l'instant de résister à ces projets mortifères du vieux monde, pour en construire de nouveaux !

Robin Delobel



Illustration: Coline Sauvaud

(1) Définition de l'organisation *Acción Ecológica* reprise dans le livre que le CADTM a consacré à cette question, *La dette cachée de l'économie, le scandale planétaire*, éditions LLL.
 (2) *Extractivisme, exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Anna Bednik, *Le passager clandestin*.
 (3) Eric Toussaint, « Prêts odieux de la Banque mondiale à la métropole coloniale belge pour coloniser le Congo », 30 janvier 2007, <http://www.cadtm.org/Prets-odieux-de-la-Banque-mondiale>.
 (4) Agence française de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.
 (5) *Que feront nos petits-enfants face à nos déchets nucléaires ?*
 (6) *Quelles réparations ?*, Claude Quémar, *Les Autres voix de la planète*, printemps 2016.

PRENDRE CONSCIENCE D'UN POSSIBLE EFFONDREMENT

Pour saisir l'ampleur de cette notion d'effondrement, il faut passer plusieurs étapes. La prise de conscience est graduelle et généralement irréversible...

L'activité de collapsologue n'est pas de tout repos. Le blogueur canadien Paul Chefurka en sait quelque chose. Célèbre parmi la communauté des *collapsniks* (les collapsologues blogueurs-à-succès du monde anglophone), il a jeté l'éponge en novembre dernier, après plus d'une douzaine d'années à décortiquer les ressorts de ce qui nous pend au nez. Aujourd'hui, il souhaite simplement vivre sa vie, en pleine conscience des catastrophes, mais sans plus chercher à analyser ni à partager publiquement les tenants et les aboutissants de ce « *merdier d'effondrement* » (*collapse clusterfuck*). Il se consacre à une vie plus spirituelle. Outre son remarquable talent de pédagogue sur des sujets plutôt complexes⁽¹⁾, on doit à Paul Chefurka sa fameuse échelle de prise de conscience. « *Lorsqu'il s'agit de notre compréhension de la crise mondiale actuelle, chacun de nous semble s'insérer quelque part le long d'un continuum de prise de conscience qui peut être grossièrement divisé en cinq étapes* »⁽²⁾.

Étape 1. Sommeil profond.

La personne ne semble pas voir de problème fondamental dans notre manière d'habiter le monde. Si problèmes il y a, ils peuvent être résolus en respectant les règles en place. « *Les gens à ce stade ont tendance à vivre avec joie, avec des explosions occasionnelles d'irritation lors de périodes électorales ou de la publication trimestrielle des bénéfices des entreprises.* »

Étape 2. Conscience d'un problème fondamental.

La personne sent (et sait) que quelque chose ne tourne pas rond dans un des domaines de la vie : climat, population, pic pétrolier, pollution, biodiversité, inégalités, politique, migrations, etc. Ce domaine retient toute son attention (il devient un ardent militant) mais cela le rend aveugle à tous les autres domaines.

Étape 3. Conscience de nombreux problèmes.

La personne se rend compte qu'il y a en réalité plus qu'un seul problème fondamental et s'emploie généralement à les hiérarchiser en fonction de leur degré d'urgence ou de leur importance. Cependant, la reconnaissance de cette complexité naissante l'empêche d'ajouter d'autres prises de conscience car « *l'ajout de nouvelles préoccupations ne ferait que diluer l'effort à déployer pour résoudre le problème de "plus haute priorité"* ».

Étape 4. Conscience des interconnexions entre les nombreux problèmes.

La personne réalise (avec effroi) qu'une solution dans un domaine peut aggraver un autre domaine. Les problèmes prennent alors une dimension systémique à grande échelle. Un déclic a lieu : ce n'est plus un « problème » auquel nous faisons face, mais un *predicament* (une situation inextricable pour laquelle il

n'y a pas de solutions, mais juste des chemins à prendre pour apprendre à vivre avec). « *Les gens qui arrivent à ce stade ont tendance à se retirer dans des cercles restreints de personnes aux vues similaires pour échanger des idées et approfondir leur compréhension de ce qui se passe. Ces cercles sont nécessairement petits, à la fois parce que le dialogue personnel est essentiel à cette profondeur d'exploration et parce qu'il n'y a tout simplement pas beaucoup de gens qui sont arrivés à ce niveau de compréhension.* »

Étape 5. Conscience que la « situation inextricable » (*predicament*) englobe tous les aspects de la vie.

Il n'y a pas d'échappatoire possible et l'inertie de notre système-Monde est bien trop grande pour entrevoir un rapide changement positif. Il y a quelque chose qui la dépasse. « *Pour ceux et celles qui parviennent au stade 5, il y a un risque réel que la dépression s'installe* ». Une voie spirituelle s'ouvre alors, car ce futur-qui-devient-improbable touche à tout ce que la personne fait, à ses pensées, à ses relations aux autres et à ses relations à la biosphère. Il faut tout remettre en question, et c'est non seulement épuisant, mais cela peut couper la personne de son entourage affectif, c'est-à-dire d'un environnement stable et rassurant.

très vite psychologiquement insoutenable. Malheureusement, il n'y a pas vraiment de retour en arrière possible dans la prise de conscience : « *Je ne pense pas que l'on puisse se remettre d'avoir pris la pilule rouge*, confirme Paul Chefurka. *Peut-être que tout ce qu'il reste à faire est de grandir, jusqu'à devenir plus grand que la douleur* ».

Comme le remarque l'ex-collapsologue, il y a alors deux manières de réagir à cette situation désagréable. Soit on s'engage dans une voie « extérieure » : la politique, les villes en transition, la mise en place de communautés résilientes, etc. ; soit (mais ce n'est pas exclusif) dans une voie « intérieure », plus spirituelle. Cette dernière option peut paraître surprenante pour les scientifiques que nous sommes (les collapsologues sont souvent des chercheurs et des ingénieurs) mais il nous faut avouer que ce chemin spirituel fournit de grandes ressources pour traverser la tempête. À l'évidence, il permet de créer du sens et du lien, ingrédients indispensables mais particulièrement absents à notre époque.

La voie « intérieure » n'est en rien une adhésion à une quelconque religion ! Au contraire. « *La plupart des gens que j'ai rencontrés et qui ont choisi une voie intérieure confèrent aussi peu d'utilité à la religion traditionnelle que leurs homologues sur la voie extérieure n'en confèrent à la politique traditionnelle* ». Il s'agit de chemins qui remettent radicalement en question les manières qu'ont eues nos ancêtres d'habiter le monde (aux sens extérieur et intérieur), et qui ont clairement mené au *clusterfuck* dans lequel nous sommes empêtrés.

Notre parcours, ainsi que celui de Paul (et de bien d'autres), confirme que la collapsologie passe non seulement par une vision systémique du monde mais aussi par une vision sensible. Émotions, éveil spirituel, liens plus profonds avec les autres humains et les autres êtres vivants, connexion avec le temps long, etc. Tout cela fait partie de la trousse de secours que l'on se doit d'ouvrir en cas de tempête. Et, c'est le moment, car cette « transition intérieure » est longue et fatigante. Heureusement, nous sommes de plus en plus nombreux à nous engager dans cette voie et des réseaux d'entraide naissent et se connectent !

Raphaël Stevens
& Pablo Servigne



La prise de conscience d'un possible effondrement passe donc par des stades de compréhension intellectuelle et par des émotions profondes comme la colère, la peur, la tristesse, le désespoir, la honte, la culpabilité, le sentiment d'injustice ou l'impuissance. Et lorsqu'on décide d'en faire son activité principale (comme les collapsologues), cela devient

(1) Voir son blog www.paulchefurka.ca.

(2) Interview de Paul Chefurka pour Adrastia, 22 avril 2015. <http://adrastia.org/interview-de-paul-chefurka-pour-adrastia/>.

RÉSISTANCE !

Il s'en est fallu de peu. Quelques dizaines de milliers de voix et tout basculait. On ne reviendra pas sur les dernières péripéties de cette campagne, sur l'acharnement, venant de partout et jusqu'au *président normal*, qui aura été mis à discréditer le candidat porteur d'un salutaire et enthousiasmant changement ; ce serait raviver un peu plus la terrible déception ressentie là-bas et chez quelques-uns d'entre-nous, ici. Car, oui, ici aussi « on » y a cru, tout semblait possible, le but était proche, il y avait cette fièvre de l'attente de l'incroyable surprise. Puis le verdict est tombé et, comme beaucoup, j'ai mis du temps à m'en remettre. Ensuite, comme prévu et savamment orchestré, on a eu droit à ce fameux second tour. D'un côté le vilain Front National, de l'autre, le gentil Macron, jeune, tout beau, sympathique et terriblement républicain; les électeurs n'avaient pas l'embarras du choix, il tombait sous le sens que pour défendre les valeurs sacrées de la démocratie il fallait que tout un chacun, dans la sphère politique, exprime à haute et intelligible voix de quel bord il était. Si beaucoup ont claironné qu'il fallait porter son vote sur Emmanuel Macron pour faire barrage à Marine Le Pen, quelques autres se sont abstenus de rendre publics leurs états d'âme ; à commencer par J-L Mélenchon qui s'en est tenu à la conscience de ses partisans. Et, comme de bien entendu, les meutes de ses adversaires se sont mobilisées pour, une fois de plus, déformer ses propos et son choix.

De cela, on a l'habitude, c'est presque devenu un lieu commun. Mais, une fois encore, il est bon d'insister sur le fait que, si cet homme est l'objet de tant de dénigrements et d'attaques souvent des plus farfelues et ne portant que sur des propos volontairement tronqués ou biaisés, ce n'est bien évidemment pas sa personne qui est en jeu ici mais bien le projet qu'il porte et sur lequel des millions de gens ont porté leur vote lors du premier tour de l'élection présidentielle. Pour les tenants du désordre établi, il était et reste un danger de première grandeur devant lequel tous les moyens sont bons pour le discréditer. On ne dira jamais assez comment les « médias » et leurs fidèles servants ont usé de toutes les ficelles pendant la campagne électorale pour tenter, de mille façons, de discréditer et ridiculiser le leader de la France insoumise. Mais on ne met pas aussi facilement à terre un homme de cette enver-

gure. Depuis l'échec de la présidentielle – toute relative, il faut y insister ! - et en vue de la bataille pour les législatives, on aura vu Mélenchon reprendre des forces, rameuter et rassembler ses partisans, aller de ville en ville, intervenir partout à même les trottoirs devant des rassemblements enthousiastes et chaleureux. Car, bien évidemment, le nouveau locataire de l'Élysée entend bien appliquer le programme sur lequel il a été élu et la seule force organisée, structurée susceptible de mener la lutte à l'Assemblée est le mouvement de la France insoumise. Ses adversaires le savent et c'est la raison des innombrables et innommables attaques dont J-L Mélenchon et ses amis ont été les victimes.

Pour les tenants du désordre établi, le leader de la France insoumise reste un danger de première grandeur devant lequel tous les moyens sont bons pour le discréditer

Mais soit. Il y a autre chose. Qui n'est pas sans rapport avec cette chronique ; il y a cette petite phrase-là : **« Tout va contre le sens du cœur »**. Elle est là, à mon réveil, clairement inscrite derrière mon front ; première pensée de la journée qui commence, le lundi 29 mai 2017 à 7h15. Tout ce que l'on peut penser, voir, tenter d'expliquer et de comprendre est dans cette phrase. Le monde s'oppose au monde. Ou plutôt : un monde s'oppose au monde. Le monde de Macron, celui de l'ineffable Trump, le monde qui tient l'autre monde au bout de ses doigts. Les puissants, les propriétaires et les riches commerçants, financiers, agioteurs, accumulateurs à demi fous, cette poignée de gens de toutes origines sont une classe, une oligarchie consciente de son existence. Face à elle, l'autre classe, vous, moi, les milliards d'autres ; les plus

ou moins pauvres, les dépossédés, les cocus qui s'ignorent. Cette classe ne se connaît pas en tant que classe, elle est faite de ces organismes désstructurés, éclatés en myriades d'atomes de plus en plus opposés les uns aux autres dans une lutte pour la survie dont l'abomination n'a pas de précédent dans l'Histoire. Les « riches » ont réussi ce prodige de faire en sorte que les pauvres et plus ou moins pauvres – ce n'est qu'une question de degrés dans la misérable échelle du *pouvoir d'achat* – se livrent une lutte sans merci pour gravir ces fameux degrés dans l'indifférence au sort du voisin, dans le silence de plus en plus pesant des consciences.

L'oligarchie mondialisée n'a pas besoin et se moque bien des masses de chômeurs que son système produit, pas plus qu'elle n'a réellement besoin des travailleurs de l'industrie ou des services partout encore en activité. Pour asseoir définitivement sa domination, il lui est seulement nécessaire de garantir la construction de villes sur mesure, défendues des hordes de manants par des escadrons de police privée et de la production des objets et des loisirs de luxe dont elle est la seule et unique consommatrice. Tout l'immense surplus de main-d'œuvre peut bien être anéanti de telle ou telle manière, cela lui est parfaitement indifférent.

Mais nous, qui sommes de ces milliards condamnés à l'anéantissement, allons-nous rester les bras ballants, le cerveau définitivement figé, le cœur à jamais éteint ? Non ! Un autre monde est possible, où régneraient la justice et la recherche du simple bonheur ; où les hommes et la nature, enfin réconciliés, mettraient fin au malheur d'exister, où l'harmonie ferait place au chaos. Ce monde est là, devant nous si nous le voulons vraiment ; ne nous manquent que l'imagination, l'audace, le courage et les armes à forger pour forcer le destin.

Jean-Pierre L. Collignon



Illustration: Beccati Priscilla

DOSSIER COMBATTRE LA FORTUNE ET LE DÉSIR DE RICHESSE

« La question qui se pose est, de toute façon, de savoir qui sont aujourd'hui les intellectuels de gauche. Doit-on encore appeler « intellectuels de gauche » des gens qui, s'ils sont de façon générale plus sensibles que d'autres aux coûts sociaux et humains du progrès, et en particulier aux inégalités, aux injustices et aux phénomènes d'exclusion qu'il engendre, n'en continuent pas moins le plus souvent à croire à la possibilité et à la nécessité du progrès par la croissance économique illimitée et se contentent, pour l'essentiel, d'exiger que les fruits de la croissance soient répartis, si possible, de façon un peu plus équitable ? »

Jacques Bouveresse, *Le Mythe moderne du progrès*, Agone, 2017, pp. 38-39.

L'intelligentsia de gauche comme de droite, suivie par des mouvements sociaux et une partie de la masse qui a peur de « mal penser », s'est rabattue sur le vote utile en France. Aux USA, un peu avant, elle a surtout critiqué Trump pour son sexisme et son racisme. Dans les deux cas, elle a fait une même chose : écarter le scandale que pouvait représenter celui de donner la direction d'un pays à des ultra-riches mettant l'argent au centre de tout. La classe des plus nantis en sortira encore revigorée, elle qui parvint à ce fabuleux coup de faire payer au contribuable, miséreux compris, le sauvetage de ses banques en 2008, pour mieux redémarrer et à nouveau s'engraisser sur son dos. On a ainsi pu taire la vérité qui dérange : l'oligarchie a un besoin structurel de l'extrême droite, du racisme et de la haine, du sexisme et de l'humiliation, qu'elle prenne le ton de la vulgarité faussement prolétarienne (Trump) ou celui de l'énarque policé de bonne famille (Macron). C'est chou vert et vert chou. Dans les deux cas, l'inégalité sociétale dont elle profite a besoin d'un divertissement de la lutte (dans le double sens de « aller dans une autre direction » du latin mais aussi de distraire) : pendant qu'on tape sur l'immigré ou le « chômeur profiteur », on laisse tranquille le véritable criminel : l'hyper-riche.

« Une institution qui crée les raretés responsables de la création de la misère ne peut pas être en même temps chargée de son éradication »

Majid Rahnema,

Quand la misère chasse la pauvreté,
Babel, 2003, p.25.

Mais les têtes de cette classe d'hyper-riches, ces 1% qui détiennent autant de richesses que le reste de la planète, tomberaient dans l'heure, si les individus qui sont victimes de leur ponction sur le bien commun n'étaient pas mus par un étrange désir de leur ressembler (pp. 10-11). Car il n'y a guère d'autres raisons que le désir généralisé de tous devenir riches, notamment parmi les classes populaires qui sont le plus victimes de l'accaparement, qui puisse expliquer que la masse ne se révolte pas contre une minorité qui détient presque tout, et ose encore fustiger les « profiteurs », jusqu'à en oublier que rentiers et grosses fortunes sont les plus grands voleurs.

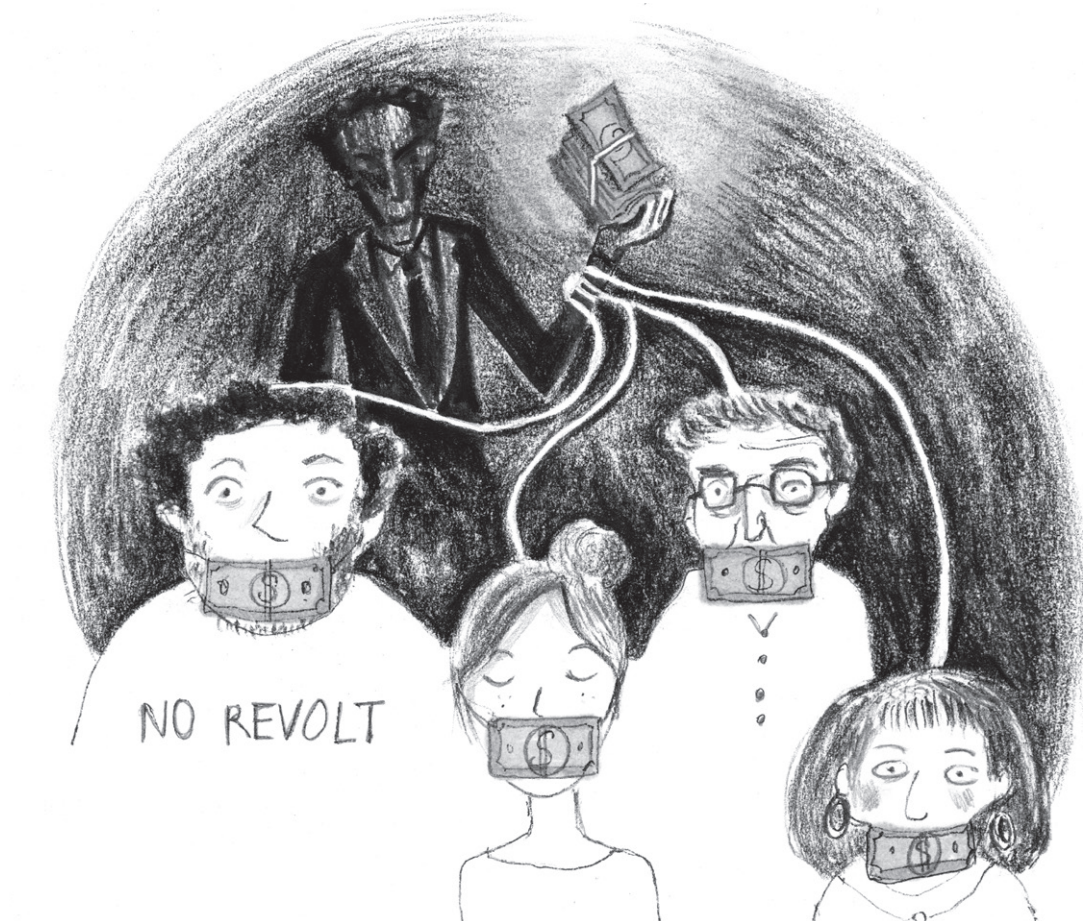


Illustration: Sara Gréselle

Qui sera alors prêt à mettre des limites au désir de vouloir toujours plus (pp.14-15) qui traverse toutes les classes sociales ? Les députés ? Peu de chance... (pp.15-16). S'ils le veulent, la réalité des possibilités de changement véritable au sein d'une assemblée, donne la mesure pour impossible. Pour les autres, qui n'ont cure du bien commun, malgré leurs beaux discours, ils sont tant corrompus par l'argent que l'idée même de mettre des limites à la richesse les effraie, tant la mesure signifierait la fin de leur propre démesure.

Reste alors à faire de la lutte contre « moins d'inégalité » (il ne faudrait pas trop en demander non plus) leur leitmotiv : celui qui permet de ne toucher à rien. On en arrive ainsi à cette situation absurde et révoltante qu'une institution comme la Loterie nationale, symbole de la décadence et du dévoiement par l'argent, qui organise un impôt volontaire, dans le sens contraire - où tout le monde donne pour un -, où les membres du conseil d'administration perçoivent pour quelques réunions par an, des dizaines de milliers d'euros, s'impose comme « premier mécène du pays ». Ainsi, en « rêvant de devenir scandaleusement riche », on fait du caritatif ! Fabuleux d'ingéniosité... (pp. 12-13).

Ainsi, on parvient à dormir, à aller travailler, à ne pas se saisir de pavés et de cocktails molotov, tout en sachant que huit personnes possèdent autant que les 3,5 milliards des plus pauvres. On en arrive à

entendre de la Commission européenne que la Belgique doit faire des efforts budgétaires (22/05/17), alors que cette instance est composée d'individus qui gagnent des dizaines de milliers d'euros par mois et présidée par un Jean-Claude Juncker, principal architecte du Luxembourg comme paradis fiscal, lui qui touche 31 272 euros par mois et une indemnité d'expatriation de 48 656 euros par an. Tout cela pendant que des fonds souverains tenus par des milliardaires spéculent sur les dettes publiques des États.⁽¹⁾

Faudra-t-il du temps pour comprendre que les inégalités rendent malades (pp. 17-18) ? Dans le diktat idéologique, prendra-t-on conscience que la perte pour la collectivité est la fortune des uns et le désir de l'être des autres, et que, dès lors, quand « le Belge le plus riche quitte le pays », ce n'est pas « une perte de 70 millions pour la Belgique »⁽²⁾, mais c'est qu'on ait pu laisser un individu accumuler une telle richesse, ignominie que l'un ou l'autre paiera un jour... ?

Dossier coordonné par Alexandre Penasse

(1) Voir le dossier du CADTM dans le Kairos de février/mars 2017 et ici : www.kairospresse.be/article/fonds-vautours-rencontre-avec-renaud-vivien-du-cadtm.

(2) www.lesoir.be/1350817/article/economie/2016-10-24/belge-plus-riche-quitte-pays-une-perte-70-millions-pour-belgique

LA MEILLEURE ARME DES RICHES: QU'ON VEUILLE LEUR RESSEMBLER



Illustration: Victorien Ezard

Si la « lutte contre la pauvreté » semble incarner une volonté de changement, la réalité démontre pourtant, malgré les discours, une aggravation de la situation : plus de pauvres, des pauvres encore plus pauvres, mais aussi davantage de riches et des riches qui le deviennent chaque jour un peu plus. Et si au-delà des apparences, la « lutte contre la pauvreté » n'était pas paradoxalement, dans une société qui valorise le désir de richesse, le meilleur moyen d'assurer aux plus nantis la certitude qu'ils ne seront pas dérangés ?

Les politiques, les milieux associatifs et les médias se focalisant constamment sur la « pauvreté », on en oublie qu'elle est, dans nos sociétés économicistes inégales, intrinsèquement liée à la richesse, et que la traiter seule, sans les lier dialectiquement, ne peut déboucher sur aucun changement véritable. Pour le dire autrement, on ne pourra éradiquer la misère⁽¹⁾ sans abolir la richesse. Agissant sur la pauvreté uniquement, elle se reproduira *ad vitam æternam*, les interventions ne servant qu'à soulager le pauvre, lui donner le minimum de moyens d'existence, sortes de palliatif social contenant le risque d'une révolte de la masse.

À l'instar des conférences sur le climat qui ont vu en 20 ans d'existence les émissions de CO₂ augmenter de 60%⁽²⁾, on n'explique pas mieux l'aggravation de la misère dans le monde « alors même que ne cessent de se multiplier les grands projets d'aide aux pauvres et que l'économie dispose de tous les moyens nécessaires pour, au moins, assurer leur

survie »⁽³⁾. Il serait toutefois bien naïf de voir dans cette situation une erreur ou un accident, comme l'effet d'un fourvoiement de politiques qui se seraient ingénument trompées de cible, mais de situer dans ce spectacle des solutions la cause de la continuité. Si, par ailleurs, il semble difficile de mettre des limites à la fortune par diverses mesures politiques dans un système économique capitaliste où la mesure est structurelle, les probabilités de voir ces limites se concrétiser s'éloignent d'autant plus du domaine du possible alors que le désir de richesse se répand dans la société et colonise les esprits de toutes les classes sociales, et particulièrement des plus pauvres. Car l'objectif d'enrichissement n'a pas toujours été quelque chose de valorisé mais prendrait naissance au XVI^e siècle, à un moment où « l'économie marchande de l'Europe occidentale a été littéralement dopée par l'injection massive de richesses rapportées par les grands pillages du colonialisme naissant (...) C'est de cette époque qu'on peut dater le début de l'intoxication idéologique des pays occidentaux par l'économisme, c'est-à-dire par l'obsession de l'enrichissement qui devait progressivement, une génération après l'autre, envahir tout le corps social pour en arriver à l'infection en voie de généralisation dont nous risquons de mourir aujourd'hui. Progressivement, insidieusement, aux valeurs fondamentales de la civilisation héritées de leur histoire et qui faisaient obligation de principe à nos prédécesseurs de chercher à réaliser toujours davantage dans leurs œuvres individuelles et collectives, le Bien, le Juste, le Vrai, le Beau, est venu s'ajouter le Riche, valeur d'abord marginale qui a fini par devenir centrale et par supplanter ou se subordonner toutes les autres »⁽⁴⁾.

Très vite donc, le pillage des colonies et les richesses matérielles qu'il offre à la métropole (il suffit de penser au façonnage de la Belgique par l'exploitation coloniale du Congo⁽⁵⁾) instille dans les esprits l'instinct de lucre. Le fait que la Loterie prenne naissance dans les colonies ne doit d'ailleurs rien au hasard⁽⁶⁾ et recèle une formidable signification idéologique, notamment dans les fondements de notre religion du progrès. Et ce désir d'accumulation de richesse individuelle répond du même processus psychique que tout désir : « Le désir est une force purement psychique qui naît de l'insatisfaction d'un besoin (...) Si tout manque était immédiatement et pleinement comblé, il n'y aurait plus de plaisir imaginé, c'est-à-dire plus de désir. Mais ce danger est exclu, car il reste toujours une fraction d'insatisfaction de laquelle renaîtra le désir »⁽⁷⁾. Le désir n'est donc jamais tout à fait comblé et ce n'est pas en soi un problème, en fonction évidemment de l'objet sur lequel le désir se porte : s'il concerne l'alimentation, la sexualité ou les connaissances par exemple, on ne peut y voir dans un cadre de satisfaction normal quelque chose de problématique. Si par contre le désir est celui de posséder plus, impliquant un accroissement indéfini d'argent et de biens, la satisfaction demandant sans cesse à être renouvelée (que ce soit par les placements boursiers ou l'optimisation fiscale pour les particuliers, les fusions, les acquisitions ou les délocalisations pour les entreprises), dans un monde fini, l'enrichissement ne pourra se faire qu'au détriment des autres, se nourrissant du travail et de la terre.

LE RICHE : TOLÉRÉ PAR L'ESPOIR

Pour taire cette exploitation (au profit de la minorité des « 1% », mais aussi des autres⁽⁹⁾), on est parvenu à quelque chose de formidable en propageant l'idée que les riches sont nécessaires à la société et donc aux pauvres là où les premiers, en ayant bénéficié de mesures politiques qui leur étaient particulièrement favorables, ont participé à la pauvreté des seconds, qu'ils disent en bout de course vouloir aider, après qu'ils les ont pillés. À cette aura favorable du riche « sauveur » se greffera une fascination pour la richesse qui l'exclura d'emblée lorsqu'il faudra faire l'étiologie de la misère. Cette fascination et ce désir de richesse pourtant, s'ils sont par définition immatériels, ont des effets bien concrets sur le réel, et c'est là un point essentiel : le nouveau Dieu Argent, le même pour tous, unifie dans un même corps social l'ensemble des individus. Le rapport de causalité intrinsèque entre richesse et pauvreté se voit gommé par une même croyance, un même désir d'approcher la fortune, car en la désirant pour soi on en vient à l'accepter pour l'autre, ou plutôt on se doit logiquement de l'accepter (on ne peut pas reprocher à l'autre d'être ce que nous voudrions devenir). La tolérance à l'égard du fortuné est dès lors prédominante si l'on escompte jouir du même type de prérogatives que lui.

L'illusion demeure également car le grand subterfuge socialement véhiculé est celui que tout le monde pourrait devenir riche. Cette illusion, fondée donc sur la disjonction mentale entre richesse et pauvreté, repose sur les mêmes fondements que l'idéologie du développement qui voudrait nous faire croire que le « Sud » pourra un jour « rattraper » le « Nord » en adoptant un même mode de production et de consommation, alors même que le mode de vie du Nord dépend de l'exploitation du Sud, que le généraliser reviendrait à faire disparaître les avantages du Nord et s'avère donc impossible. Comme le disait à ce sujet Simon Leys à propos de ceux qu'on devrait le moins suspecter de conservatisme : « *Tous les partis de gauche dans les pays industrialisés reposent fondamentalement sur une hypocrisie, car ils affichent de combattre quelque chose dont, en profondeur, ils ne souhaitent pas la destruction. Ils ont des objectifs internationalistes, et en même temps ils sont bien décidés à maintenir un niveau de vie qui est incompatible avec ces objectifs. Nous vivons tous de l'exploitation des coolies asiatiques, et ceux d'entre nous qui sont "éclairés" soutiennent que ces coolies devraient être libérés ; mais notre niveau de vie et donc aussi notre capacité de développer des opinions "éclairées" exigent que le pillage continue. L'attitude humanitaire est nécessairement le fait d'un hypocrite* »⁽⁹⁾. Saut sémantique, mais qui a toutes ses raisons, car de même qu'il est un contresens d'envisager une richesse individuelle généralisée (« tous riches »), il est tout autant absurde d'imaginer un monde capitaliste « développé » sans misère et sous-développement : le riche comme le « développé » (donc « l'Occidental ») ont besoin du miséreux et du sous-développé pour être ce qu'ils sont.

Le grand mensonge du possible rattrapage maintient le système en place et parvient à ce que ceux qui sont le plus victimes des inégalités en viennent à les tolérer, persuadés qu'ils basculeront un jour dans la classe des nantis : « *[En 1996] pratiquement deux tiers des Américains (64%) âgés de 18 à 21 ans pensaient qu'il était "très probable" ou "assez probable" qu'ils deviennent riches (...) Dix ans plus tard, ils ne l'étaient toujours pas : la part de la population gagnant 100 000 dollars par an avoisinait 7%. Bien entendu, il reste à cette cohorte particulière encore un peu de temps, mais le fait est là : dans une société où seulement 7% de la population gagne 100 000 dollars par an, le fait que 64% de cette population s'imaginent pouvoir rejoindre ces 7% relève d'une profonde erreur de jugement.* »¹⁰ Erreur de jugement, qui n'en a pas moins un effet considérable sur la manière dont on perçoit son groupe et le changement social. Car l'attente de la richesse,

autre comme on l'a dit qu'elle génère automatiquement une affinité avec le riche, postpose sans cesse la lutte pour l'égalité. L'illusion auto-entretenue bafoue toute possibilité de changement social pour opérer un repli sur la seule mobilité sociale individuelle⁽¹¹⁾. Nous sommes ici au cœur de « *l'idéologie de l'égalité des chances et du self-made-man : à force de travail et de persévérance, l'ouvrier peut devenir patron, le garçon d'ascenseur peut devenir directeur et l'acteur de cinéma, chef de l'État* »⁽¹²⁾ ; « *L'idée est que [en Amérique], on peut être n'importe quoi, pourvu qu'on le veuille – le rêve américain !* »⁽¹³⁾.

« Le système capitaliste ne fonctionne pas seulement par l'exploitation, la spoliation et l'oppression du plus grand nombre mais aussi par l'adhésion de la plupart au système qui les exploite, les spolie et les opprime, c'est-à-dire qu'il fonctionne à l'aliénation psychologique et morale, entretenue par des espérances de succès individuel et d'accomplissement personnel, le plus souvent fallacieuses »

Alain Accardo,

Le petit-bourgeois gentilhomme, Agone, Marseille, 2009, p. 79.

La perspective constamment renouvelée de rejoindre la classe des nantis, que ce soit indifféremment dans un rapport de classe national ou dans un rapport Occident/non-Occident, empêche donc le sujet de se penser comme membre pérenne d'une classe subalterne ; elle le postpose indéfiniment dans une classe fantasmée : il y est sans y être. Ce désir atomise par ailleurs la collectivité, créant des individus constamment dans l'expectative de la chance à saisir qui les propulsera dans le groupe qu'ils valorisent. Et en effet, « *la littérature relative à la mobilité sociale fournit un matériel particulièrement abondant sur les représentations idéalisées. Dans la plupart des sociétés, il semble exister un système de stratification dominant et, dans la plupart des sociétés stratifiées, on idéalise les positions supérieures et on aspire à passer des positions inférieures aux positions supérieures. Cette attitude ne traduit pas simplement le désir d'avoir une situation prestigieuse, mais aussi le désir de se rapprocher du foyer sacré des valeurs sociales établies* »⁽¹⁴⁾.

Les dominants savent l'importance capitale de cet espoir, acquiesçant tous à la réflexion de ces deux auteurs d'un *think tank* conservateur : « *L'égalité des chances est un principe exigeant (...) Il est indispensable à la survie de notre système politique que les gens le tiennent pour un système globalement juste. Si cette conviction disparaissait, les répercussions pourraient être considérables* »⁽¹⁵⁾.

LES RICHES AIMENT LES PAUVRES

« *Que ce soit au plan individuel ou au niveau national, la construction sociale de la pauvreté à l'échelle mondiale sert infiniment plus la cause d'un système productiviste favorable aux intérêts des riches et des dominants que celle des pauvres qu'elle prétend aider* »⁽¹⁶⁾. Il faut donc que classes bourgeoises et supérieures fassent le spectacle de leur amour du pauvre. Dans ce sens, aux violences sociales et identitaires que produisent les inégalités, répond un discours de la diversité et de la lutte contre le ra-

cisme qui se développe non sans hasard à partir des années 80, alors qu'en France et dans d'autres pays européens se mettent en place progressivement les politiques néolibérales inspirées de Thatcher et Reagan, qui conduiront à produire des fortunes indécentes et à une formidable casse sociale, dont les étrangers pâtiront plus durement. Et pendant qu'on érige en amont une répartition des revenus favorable aux plus riches, on développe en aval un spectacle de la redistribution qui n'a au fond que deux buts principaux :

- aménager les effets sociaux les plus violents émanant des choix politiques d'un État soumis au capital ;
- répandre l'idée que les riches sont généreux et que grâce à eux la pauvreté se réduit.

Les pauvres apprendront ainsi à aimer les riches et les riches à aimer les pauvres, gages de la pérennité d'une société inégale où les deux groupes resteront coprésents et unis. Eh oui, les riches aiment les pauvres, car ils en ont besoin. Alors que les pauvres aiment les riches, non parce qu'ils en ont besoin, mais parce qu'ils voudraient leur ressembler. Il est donc préférable pour tout le monde – ceux qui sont déjà riches tout comme ceux qui souhaitent le devenir – de lutter contre la pauvreté, ersatz de la véritable lutte, radicale, contre la richesse.

A.P.

- (1) On confond volontairement les deux termes, misère et pauvreté, dans notre analyse, pour la facilité de la compréhension, bien qu'il soit important de préciser la différence fondamentale entre les deux : la pauvreté prend sa signification actuelle avec la société marchande, « *très longtemps, les notions de richesse et de pauvreté n'ont pas relevé obligatoirement de la possession d'argent ou de biens. Le bien-être d'un individu ou d'une communauté se fondait sur des activités et des relations d'un tout autre genre (...)* Cette perception du monde a évolué au fur et à mesure qu'augmentait la place accordée par les sociétés économicistes à l'argent, à la convoitise, et au "droit" de chacun à gagner sa vie sans avoir à se soucier du sort de ses proches. Ce changement provoqua, à son tour, une rupture radicale dans la perception de la pauvreté et de la richesse, rupture qui changea le sens de bien des mots qui, jusque-là, avaient servi à nommer le monde ». Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Babel, 2003, pp.138-139.
- (2) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les prédateurs au pouvoir, main basse sur notre avenir*, Textuel, 2017.
- (3) Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Op. Cit, pp.11-12.
- (4) Alain Accardo, *Le petit-bourgeois gentilhomme*, Editions Agone, Marseille, 2009, p.86. Souligné par l'auteur.
- (5) Pour se faire une idée de l'exploitation, lire notamment *Les fantômes du roi Léopold, un holocauste oublié*, Adam Hochschild, Belfond, 1998 ; pour réaliser l'ampleur de l'édification « congolaise » de la Belgique, lire notamment *Promenade au Congo*, Lucas Catherine, Aden, 2010.
- (6) Voir l'article pp.12-13, « La loterie nationale : formidable instrument de conservatisme social ».
- (7) Norbert Sillamy, *Dictionnaire de psychologie*, Bordas, 1980.
- (8) « *S'il est légitime et salubre de dénoncer la concentration du patrimoine et des richesses en France et dans le monde, il est en revanche fallacieux d'utiliser ce constat pour dissimuler tout rapport de classes. La dénonciation de l'accumulation du capital ne signifie pas que les 1% des riches sont les seuls à profiter des bienfaits de la mondialisation. Le système repose aussi sur une fraction importante de la société, notamment sur les catégories supérieures et intellectuelles (...)* Cette contestation des "riches", du "capital" ou de la "finance" fait partie de la culture de la nouvelle bourgeoisie ». Christophe Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, Flammarion, 2016, p.134.
- (9) Simon Leys, *Orwell ou l'horreur de la politique*, Plon, 2006, p.48.
- (10) Michaels, W.B., *La diversité contre l'égalité*, Éditions Raisons d'agir, Paris, 2009, p. 137.
- (11) Le changement social concerne un groupe dans son ensemble ; la mobilité sociale un individu de ce groupe. Prenant l'exemple colonial, on pourrait dire qu'un changement social de la situation inique du colonialisme est un processus révolutionnaire qui se concrétise par un changement de statut de l'ensemble du groupe colonisé qui se libère de la colonisation ; alors que dans le même contexte historique, un changement en terme de mobilité sociale, ne porte que sur un individu qui rejoint ou se rapproche du groupe exploitateur, dans ce cas ce serait un colonisé qui deviendrait un « évolué », par exemple.
- (12) Rist, G., *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, p.137
- (13) Michaels, W.B., op.cit., p.140
- (14) Goffman, E., *La mise en scène de la vie quotidienne : la présentation de soi*, Les éditions de Minuit, Paris, 1973, p.41.
- (15) Dans Ladd E. and Bowman K.H., *Attitudes towards economic inequality*, Washington, American Enterprise Institute Press, 1998, ouvrage qui a mesuré les sentiments que suscite chez les Américains le fait que certains d'entre eux aient plus d'argent et de biens que d'autres, cité dans Michaels, W.B., Ibid., p.132.
- (16) Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, op. cit., p. 196.

LA LOTERIE NATIONALE : FORMIDABLE INSTRUMENT DE CONSERVATISME SOCIAL

LA LOTERIE : UN LONG PASSÉ... PLEIN D'AVENIR ?

eaders, la revue du Cercle de Lorraine, consacrait en 2013 un dossier à la Loterie nationale, « créatrice de chances chargées d'histoire ». Le Cercle de Lorraine sait de quoi il parle, lui qui réserve son prestigieux lieu « aux dirigeants d'entreprises, professions libérales, aux diplomates et fonctionnaires européens ainsi qu'aux personnalités du monde académique et politique ». Avec un droit d'entrée unique de 1 750 euros et une cotisation annuelle de 1 530 euros, il vous faudra déjà quelques billets gagnants pour franchir les portes et obtenir la carte de membre, « précieux sésame qui vous donnera accès au Cercle »⁽¹⁾.

Après plus de 80 années d'existence, la Loterie nationale est une institution en place. Philippe-Edgar Detry, qui n'est autre que le petit-neveu du fondateur de la Loterie nationale et membre du Cercle de Lorraine, est le manager du service mécénat, première du pays dans le domaine. C'est que la Loterie, outre le fait d'être d'une puissance idéologique considérable, s'entoure d'une armure de protection symbolique sans commune mesure qu'est le mécénat. Car pourquoi attaquer la richesse si on en distribue une partie ? Pourquoi reprocher aux membres du Conseil d'administration de la Loterie de gagner des sommes indécentes, alors qu'ils « réalisent des rêves, soutiennent des sportifs, aident les initiatives culturelles à se développer et donnent un maximum de chances aux jeunes (...) En partie grâce à vous, car chaque fois que vous jouez, vous aidez ! ».

On ne mord pas la main qui nous nourrit. Quand on soutient financièrement le Conseil National de la Protection Animale, les petits producteurs des pays du sud, PAN Europe et ses actions en faveur de l'utilisation de solutions alternatives aux pesticides, Be Gold qui aide les jeunes sportifs, le Belgian Paralympic Committee qui aide les athlètes atteints d'un

handicap physique, visuel ou mental, *Vétérinaires Sans Frontières* au Rwanda, l'asbl *Take Off* qui met gratuitement à disposition des enfants malades les moyens informatiques leur permettant de suivre les cours, etc. quand on est l'une de ces structures qui reçoit une partie des 185 300 000 euros sous forme de subsides, ou des 14 500 000 euros sous forme de sponsoring, il y a peu de chances qu'on critique la Loterie nationale⁽²⁾, qu'on demande son éradication sous l'argument que promouvoir la richesse dans un système qui s'emploie à créer la misère est une indécence anti-démocratique. Il y a ainsi une entente tacite entre les grosses fortunes installées et le plus souvent familiales, les politiciens, les joueurs et les bénéficiaires du mécénat. S'attaquer au premier mécène du pays ne se fait ainsi pas sans le risque de voir se constituer un front de réactions outrées émanant de divers milieux.

Derrière cette entente tacite se construit par ailleurs implicitement l'opinion que ce n'est qu'une liberté de chacun que celle de devenir riche, que ceux qui le sont déjà ont travaillé pour, créent de l'emploi, sont indispensables à la société. Bien évidemment, c'est là une vaste plaisanterie et la réalité socio-économique le démontre aisément : les grosses fortunes sont des parasites de la société, qui distribuent en aval ce qu'on ne leur prend pas en amont, entrepreneurs se pavanant à *Viva For Life* ou stars multimillionnaires avec comptes en banques dans un paradis fiscal plastronnant aux spectacles des *Restos du Cœur*, s'attirant les glorioles de la bienfaisance. Ainsi, point de soucis, pendant que les membres du cercle de Lorraine créent de la misère, leur collègue Philippe-Edgar Detry s'emploie à créer du rêve. Et ils achètent le silence des politiciens en les rémunérant grassement pour des postes inutiles au Conseil d'administration de la Loterie nationale, d'où ils arrosent leurs collègues des Ministères qui reçoivent « une enveloppe avec laquelle ils vont jouer à saint Nicolas »⁽³⁾.

L'HISTOIRE DE LA LOTERIE NATIONALE

Revenons un peu en arrière. Nous sommes en 1934, les finances vont mal à la suite de la grande récession des années 30 et René-François Detry,

alors chef de cabinet du ministre des colonies, propose de mettre en place une loterie dont les recettes alimenteront la colonie. Branle-bas de combat : affiches, films publicitaires, panneaux lumineux, colonisation de la presse et de la radio, cartes postales, sous-verres... le succès est au rendez-vous. Mise en arrêt lors de la seconde guerre mondiale, l'institution reprend du poil de la bête et se mue en Loterie du Secours d'Hiver dont l'objectif est d'aider la population belge d'après-guerre. Reprenant ses tâches d'origine, destinée à la colonie, elle se tourne toutefois progressivement vers une activité de mécénat pour venir en aide aux « Belges dans le besoin ». En février 1953, suite à un raz-de-marée meurtrier, la Croix-Rouge de Belgique reçoit la moitié des bénéfices d'un tirage spécial.

Avec l'« indépendance » du Congo en 1960, de Coloniale, la Loterie devient Nationale⁽⁴⁾ et gagne son succès, son chiffre d'affaires grossissant chaque année et redistribuant des gains à divers organismes, comme la Fondation Roi Baudouin, le Centre Antipoisons, Child Focus, la Monnaie, Bozar, Europa-lia... Elle reverse aussi des subsides « via des appels à projets visant le développement durable, la lutte contre la pauvreté et la réalisation des objectifs du millénaire ». Enfin, elle s'immisce également dans les communes, les quartiers, aidant financièrement à l'édification de plaines de jeux, à l'organisation d'une fête de village ou d'une compétition sportive.

« Aujourd'hui plus que jamais la Loterie nationale est soucieuse de son image et à la pointe de la communication »⁽⁵⁾, car il lui faut faire accepter ce fabuleux paradoxe de faire financer volontairement par les plus pauvres la formation de quelques nouveaux riches, et ainsi participer à une forme d'impôt inversé où plusieurs donnent pour un seul. Dotée d'une notoriété tous azimuts, bénéficiant d'une aura correspondant à l'image qu'elle veut donner d'elle, la Loterie nationale a les moyens d'acheter le silence des autres, permettant ce formidable tour de prestidigitiation qui consiste à éteindre la contestation contre la richesse scandaleuse en illusionnant des sujets qu'ils pourront le devenir. Pourtant, au vu des probabilités de gagner le gros lot, la Loterie nationale est surtout créatrice de malchance, que les joueurs et ceux qui assistent au spectacle du « grand gagnant » éludent du seul fait d'un espoir faisant fi de la réalité.

AUTOPSIE DE LA LOTERIE NATIONALE : AU CŒUR DE L'ORGANE DE PROPAGANDE ET DE LÉGITIMATION DE L'ARGENT ROI

La loterie nationale est une vaste machine à l'engrenage bien rôdé. Régie par la loi du 19 avril 2002, elle a un chiffre d'affaires qui tourne au-

tour de 1 milliard 200 millions par an. Son Conseil d'administration (CA), nommé par le roi (c'est-à-dire le gouvernement fédéral) est composé de 14 membres nommés pour 6 ans et reconductibles⁽⁶⁾.

C'est en plongeant dans les arcanes de la Loterie Nationale que se révèlent les rouages d'un système total qui récompensent ses administrateurs, maintenant l'illusion du « et si c'était vous ! » à coup de *marketing* omniprésent, distribuant subsides et *sponsoring*, s'assure un cadennassage de la pensée. Difficile de percevoir alors le principe qui couve en son sein même, à savoir l'idéologie profondément indécente de l'enrichissement individuel au détriment des autres.

C'est d'abord l'administrateur délégué, qui préside le Comité de direction, Jannie Haek, qui bat les records d'apnée, touchant à lui seul la coquette somme de 290 000 euros par an. Jannie Haek n'est plus dans

le radar de Cumuleo⁽⁷⁾ depuis 2005, mais quelques recherches suffisent à cerner le personnage. Celui dont le mentor est Étienne Davignon⁽⁸⁾, a cotoyé quelques pontes du Parti socialiste (Louis Tobback, Luc Van de Bossche, Johan Vande Lanotte) et a été impliqué dans divers cabinets ministériels. Les derniers mandats de 2005 montrent qu'il était à la fois rémunéré pour des fonctions de directeur de cellule stratégique et de politique générale, administrateur délégué de ASTRID SA (Télécommunication) et administrateur délégué à la SNCB. L'individu, licencié en sciences politiques, vivant à Bruges, a démarré sa carrière politique comme inspecteur du Ministère des finances. Avant ASTRID, il a été Président de la BIAC (qui assure la gestion de l'aéroport de Bruxelles). En 2013, il saute du poste d'administrateur délégué (CEO) de la SNCB-Holding qu'il occupait depuis 2005 à celui d'administrateur délégué de la Loterie Nationale... Pas de chômage pour Haek. Il est ou a été par ailleurs membre du conseil d'administration de diverses organisations (NV LSO, BOIC, NV-

B, PMV, Comité exécutif de la Loterie européenne)⁽⁹⁾. Le 23 septembre 2013, au forum des membres de Guberna qui a pour hôte la Loterie nationale, Jannie Haek intitule son speech « *Devenez scandaleusement riche* », pour un parlerre dont la plupart le sont déjà.

LA MAFIA DU CA DE LA LOTERIE NATIONALE

Les membres du CA de la Loterie nationale sont, en 2017 :

- **Frédéric Van Der Schueren** : le tout frais président est issu du privé. On sait qu'il est directeur "Liquidity and Capital Management" à la banque Belfius et proche du MR où il collabore avec le centre d'études du parti (centre Jean Gol).
- L'ancien président, **Jean-Marc Lietart**, actuellement « simple administrateur », émane du PS. Il avait en 2015 trois fonctions/mandats rémunérés⁽¹⁰⁾ : chef directeur de cabinet adjoint au Gouvernement de la Communauté française, administrateur de la Loterie nationale, administrateur-délégué de FONSOC, asbl qui gère les finances du PS, outre les postes non rémunérés.
- **Eddy Peeters** : outre son mandat à la Loterie nationale, il est rémunéré comme directeur de la cellule stratégique et de politique générale au cabinet du ministre Kris Peeters.
- **Annemie Verhoeven** : CD&V Anvers, inconnue dans Cumuleo.
- **Herman De Bode** : ancien de chez *Mc Kinsey* et comme chef de cabinet du ministre N-VA Jan Jambon, il préside depuis le 1^{er} janvier 2017 le conseil d'administration d'Infrabel (poste pour lequel il perçoit une partie annuelle fixe de 27 200€, complétée par une partie variable constituée par les jetons de présence aux réunions de 500€ par conseil et 400€ par comité et d'une indemnité annuelle pour frais de fonctionnement de 2 400€⁽¹¹⁾). Il est également membre du comité de nominations et rémunérations de PMV (où il a touché 2 250€ en 2016), sorte d'organismes qui fournit des fonds aux entreprises et où il retrouve Jannie Haek qui a lui touché en 2016 10 538€ (6 198€/an et 620€ par CA)⁽¹²⁾. Tout cela s'ajoute à la somme qu'il perçoit pour son poste d'administration au CA de la Loterie.
- **Carine Dautrelepont** : avocate aux Barreaux de Bruxelles et de Paris, enseigne à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles ainsi qu'à l'Institut d'études européennes, a assisté le Sénat ainsi que représenté le gouvernement lors de négociations liées à la propriété intellectuelle.⁽¹³⁾ Elle a notamment été administratrice chez Proximus, membre de la Fondation Roi Baudouin, experte auprès de la Commission européenne.⁽¹⁴⁾
- **Frédéric Cauderlier** : Ancien journaliste de RTL-TVI pendant 11 ans et actuel porte-parole du Premier ministre Charles Michel.
- **Ermeline Gosselin** : cheffe de cabinet de Elio Di Rupo à la ville de Mons et ancienne porte-parole du PS.
- **Bart Stokmans** : pas de données pour lui.
- **Eric Poncin** : secrétaire général du CDH, président de Sofico, vice-président de Spaque.
- **Karl Dhont** : expert belge sur les paris, il est à la tête de la cellule anti-corruption de l'UEFA. Ne jouant pas dans la course des petits, il est *Founder, partner & investor* de la SICAV (société d'investissement à capital variable) luxembourgeoise Tartaros, membre et trésorier du Gent Jazz et professeur invité à la VUB.
- **Lin Van Poucke** : juriste, coordinatrice du service étudiant au sein de la N-VA⁽¹⁵⁾.



Illustration : Claire Detallante

- **Clarisse Albert** : considérée comme le bras droit de Didier Reynders, elle a comme fonctions/mandats rémunérés en 2015 : administratrice de la Loterie nationale, administratrice de la RTBF, membre du bureau/comité exécutif de Ecetia Finances. Elle est en outre administratrice de la Régie Média Belge, présidente de La Besace asbl, administratrice chez Le Forum asbl, à Belgian Media Ventures sa, The Content Company sa.

Clairement, les nominations sont très politiques... car on ne promeut pas au « win for life » du CA de la Loterie nationale n'importe qui.

QUE GAGNE UN ADMINISTRATEUR DE LA LOTERIE NATIONALE ?

Petit calcul :

- **Pour le président** :
2 500€/mois x 12 = 30 000€.

Entre 750 et 1 000€ de jetons de présence par CA. S'il y allait chaque fois, il aurait donc entre 24 000€ et 32 000€ rien qu'en jetons de présence. Le président est donc sûr de toucher 30 000€ + les jetons de présence, ce qui l'amène certainement à une rémunération proche des 50 000€.

- **Pour les administrateurs** :
1 250€/mois x 12 = 15 000€.

Entre 500 et 1 000€ de jetons de présence par CA. S'il se rend à tous les CA, l'administrateur touche donc entre 16 000 et 32 000€. On peut donc supposer qu'il gagne au minimum et au total 25 000€ par an.

Au total, la seule direction politique de la loterie revient à un peu plus de 700 000€ par an, le CA de la structure obtenant le record du coût le plus cher. « *La Loterie nationale a consacré 425 000€ à son CA en 2014 (...)* Le coût de son CA dépasse même le niveau médian des coûts calculés par Guberna. »⁽¹⁶⁾ Il faut

bien ça quand on est « *créateur d'espoir* »... pour les autres. Et c'est connu, l'espoir fait vivre !

Certes, il faut bien que les administrateurs adoptent dans la pratique ce à quoi ils invitent leurs joueurs, moins chanceux qu'eux, à devenir : « *scandaleusement riches !* » Question d'équilibre.

A.P.

- (1) www.cercledelorraine.be
- (2) S'il faut préciser, nous n'attaquons en rien les structures subsidiées, bien évidemment, nous montrons en quoi les subsides peuvent suborner d'une certaine façon les sujets, et, pris dans la nécessité de continuer leur activité, de briser toute critique radicale.
- (3) Selon le député Georges Gilkinet, voir *Alteréchos*, avril 2017, qui consacre un dossier à la Loterie nationale.
- (4) Elle sera toutefois durant une courte période intermédiaire appelée « Loterie Africaine », jusqu'en 1962.
- (5) *Leaders*, numéro 168, novembre 2013.
- (6) www.loterie-nationale.be/fr/a-propos-de-nous/qui-sommes-nous/structure
- (7) « *Cumuleo travaille au développement du cadastre centralisé des rémunérations et des avantages en nature des mandats publics et des mandats dérivés.* » <https://www.cumuleo.be>.
- (8) Lorsque le journaliste révérencieux du Soir demande à Jannie Haek si au cours de son parcours des gens l'ont marqué et l'ont fait grandir et franchir des étapes, l'intéressé répond : « *Eh bien oui, et de façon peut-être étonnante : sans doute Étienne Davignon, ça m'a toujours frappé, honnêtement, on a eu des contacts dans le cadre de différents dossiers, chaque fois on apprend quelque chose, et surtout le fait qu'il sait de façon bien équilibrée être le captain of industries, en même temps le visionnaire et en même temps être un peu "le commis de l'État" (c'est Jannie Haek qui mime les guillemets) qui assure qu'on reste un peu (sic) dans dans l'intérêt général... et honnêtement, c'est incroyablement fort.* » <http://www.lesoir.be/1119965/article/economie/rdv-ceo/2016-02-12/jannie-haek-loterie-nationale-avec-etienne-davignon-on-apprend-chaque-fois-quelq>.
- (9) http://www.guberna.be/sites/default/files/general/CV%20JANNIE%20HAEK_eng_0.pdf
- (10) On cite ici leurs mandats 2015, derniers en date sur le site Cumuleo, mais ils sont tous administrateurs, en 2017, de la Loterie nationale.
- (11) www.infrabel.be/sites/default/files/documents/corporate_governance_fr_2015.pdf.
- (12) www.pmv.eu/nl/over-pmv
- (13) www.dautrelepont.be/avocats/avocats/carine-dautrelepont?lg=fr&PHPSESSID=80df8e22ec327bb0f67108b131207902
- (14) www.belfius.com/FR/qui-sommes-nous/management-collaborateurs/conseil-administration/carine-dautrelepont/index.aspx?firstWA=no
- (15) www.n-va.be/wie-is-wie/lin-van-poucke.
- (16) *L'Echo*, 4 avril 2017.

PAS DE CHANGEMENT SANS ABOLITION DE LA PLÉONEXIE

« Car l'amour de la richesse est la racine de tous les maux ».
Saint-Paul⁽¹⁾

Les personnages politiques ont une conscience aiguë, ou à tout le moins ressentent ce que le désir de vouloir toujours plus des masses leur assure comme « paix sociale », rejetant perpétuellement dans le futur les velléités révolutionnaires. Les éditos des journalistes des rédactions en place n'en disent pas moins, eux qui pourfendent celui qui oserait attaquer le riche... : « La stigmatisation systématique des "riches", telle que la pratiquent les syndicats, est déplorable. Alors quoi, il suffit d'être pauvre pour être honnête...? Un pays a besoin de riches. » (*La Libre*, 6 janvier 2014). Les autres sont tous à l'avenant, nous rappelant sans cesse si nous devons l'oublier que notre système, certes perfectible, produit des effets négatifs mais qui ne seraient que des ratés, demeurant le meilleur, ou le moins-pire, qui puisse être. Ils ne s'étonneront donc pas que Trump, milliardaire notoire, puisse devenir Président, celui qui disait « J'ai du mal à refuser l'argent parce que c'est ce que j'ai fait toute ma vie. Je prends et je prends et je prends. Vous savez, je suis cupide. Je veux de l'argent, de l'argent »⁽²⁾, ou que Macron, ancien de chez Rothschild, énonce : « Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires »⁽³⁾, alors que lui-même œuvrait pour le devenir. La question qui devrait être lancinante à cet instant, que ce soit Trump ou Macron, est : comment peut-on considérer crédible des hérauts de l'hyper-richesse aux fonctions politiques censées représenter le peuple ?

Peu savent pourtant qu'en Grèce antique, à l'interdit fondateur de l'inceste, s'ajoutait celui de la pléonexie. Dès la naissance de la philosophie, ce terme fut d'usage courant en Grèce, provenant de *pleon* (plus) et *echein* (avoir), traduisant donc le fait de « vouloir toujours plus ». Cette prohibition était considérée comme nécessaire « à l'édification d'une cité juste, sous peine de destruction »⁽⁴⁾. Car le désir de richesse est insatiable, dérivant aujourd'hui vers une inégalité encore inimaginable il y a quelques décennies, où huit hommes détiennent ensemble la richesse de la moitié la plus pauvre de l'humanité, c'est-à-dire quelque 3 500 000 000 personnes. Ce seul chiffre devrait nous faire tout arrêter : nos discussions verbeuses sur la « lutte contre la pauvreté », nos investissements palliatifs dans les ONG caritatives, nos appels à mieux taxer les fortunes, nos distributions hivernales de repas et de couvertures aux SDF... pour nous concentrer sur les moyens de lutte pour abolir ces possibilités. Non pas seulement les hommes et les femmes qui détiennent ces fortunes, mais le système social, économique, politique qui les rend possibles.

Car on aura beau annihiler les riches, aussitôt détrônés de nouveaux prétendants les remplaceront. Une société de l'illimité entre en résonance avec des éléments ancrés au plus profond de l'être qui, une fois laissé à ses pulsions, en veut toujours plus. C'est « vers -550 qu'a été identifiée une tendance profonde de l'âme humaine : vouloir plus que sa part »⁽⁵⁾. La philosophie a donc dû dès le départ se constituer contre cette disposition inscrite au plus profond de l'âme, la pléonexie. Sans cette opposition, on est dans une situation « où la richesse remplace toutes les valeurs [...] car elle peut tout procu-



Illustration : Benjamin Tejero

rer [...]. C'est alors l'argent qui compte, l'argent qui fait l'homme. Or, contrairement à toutes les autres "puissances", la richesse ne comporte aucune limite : rien en elle qui puisse marquer son terme, la borner, l'accomplir. L'essence de la richesse, c'est la démesure ; elle est la figure même que prend l'hubris dans le monde »⁽⁶⁾. Thorstein Veblen (1857-1929), brillant analyste de l'économie et de cet instinct de lucre, ciment de nos sociétés inégales, décrivait à sa façon l'absence de limite intrinsèque à la richesse : « Dans tous les cas, la tendance est constante : faire du niveau pécuniaire actuel le point de départ d'un nouvel accroissement de la richesse ; lequel met à son tour l'individu à un autre niveau de suffisance, et le place à un nouveau degré de l'échelle pécuniaire s'il se compare à son prochain (...) en tout état de cause, le désir de richesse ne peut guère être assouvi chez quelque individu que ce soit (...) la lutte est en réalité une course à l'estime, à la comparaison provocante, il n'est pas d'aboutissement possible »⁽⁷⁾.

Tant que nous refuserons de comprendre que la liberté consiste non pas à laisser libre cours aux pulsions de l'individu mais à y mettre des limites⁽⁸⁾, indispensables à l'édification de la cité, l'avancée vers

le gouffre continuera et se précipitera. Ce n'est donc pas - ou plus - de taxer les fortunes dont il est question, dès lors qu'on atteint de tels sommets d'indépendance, de telles dilapidations légalisées, mais d'interdire simplement de dépasser un certain seuil de richesse.

DÉSIR ET PRODUCTION

Le désir pléonexique existe par ailleurs dans une relation d'interdépendance avec un système productiviste créateur des besoins, qui permet au désir de trouver un objet de consommation provisoire qui, par l'obsolescence programmée (que ce soit celle de la mode qui enjoint symboliquement de changer parce que les autres changent ; celle de la mort des machines déjà programmée en entreprise lors de leur confection ; ou encore celle de l'incapacité rendue de plus en plus constante et volontaire de ne plus pouvoir ni savoir réparer les objets) sera constamment renouvelé afin d'assurer une nourriture constante à notre insatiabilité : vêtements à foison produits dans les greniers esclavagistes d'Asie, tablettes, iPhones et téléphones fabriqués dans les la-

boratoires-entreprises de Foxconn, voitures fabriquées en Europe de l'est, etc. Le cycle production-désir-consommation répondant alors à un cycle travail-consommation-frustration qui ne peut exister que dans un système économique mondialisé où l'on peut produire dans des pays pauvres les objets consommés par l'homme occidental, objets qui viendront palier le non-sens d'un travail producteur de frustration nourrissant en retour le désir de consommer : boulot-conso-antidépresseur, le tout avec en toile de fond la destruction de la société par la marchandisation de tout, même du lien social, et le saccage de la nature. De ces deux « emplois » aliénés, au Nord et au Sud, l'oligarchie tirera une plus-value qui participera de l'expansion de sa fortune.

L'ignorance de ce mécanisme de perpétuation du *statu quo* par un asservissement psychique des

classes populaires et moyennes est d'ailleurs notamment ce qui provoque l'échec à court ou moyen terme des révolutions populaires, notamment en Amérique latine. Pour une bonne et simple raison : si le système productiviste n'a pas été remis en question, que l'on mise sur l'enrichissement des classes populaires et moyennes tout en refusant d'y mettre des limites, ceux qui auront grimpé dans l'échelle de richesse en voudront toujours plus et désireront continuer l'ascension, luttant dorénavant aux côtés de leurs maîtres (voir encadré « La malédiction de la classe moyenne en Amérique Latine »).

A.P.

- (1) Cité dans Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Babel, 2003.
- (2) Donald Trump, Nevada, 23 février 2013, cité dans *Les prédateurs au pouvoir, main basse sur notre avenir*, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Textuel, 2017.
- (3) Notez qu'il ne parle même pas de « millionnaires » mais de « milliardaires ».
- (4) Nous devons beaucoup dans l'écriture de cet article à l'ouvrage de Dany-Robert Dufour, *Pléonexie*, Le Bord de l'Eau, 2015, p.13.
- (5) Dany-Robert Dufour, *ibid.*, p. 15.
- (6) Jean-Pierre Vernant, *Les origines de la pensée grecque*, PUF, Paris, 1962, cité dans Dany-Robert Dufour, *ibid.*, p.15-16.
- (7) Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Gallimard, [1899] 1970, p. 23.
- (8) Voir l'interview d'Alain Deneault, Kairos avril/mai 2017, ou la vidéo www.kairospresse.be/article/rencontre-avec-alain-deneault

LA MALÉDICTION DE LA CLASSE MOYENNE EN AMÉRIQUE LATINE

Arrivé au pouvoir en avril 2009, le gouvernement de Rafael Correa impulse la *Révolution Citoyenne*. Le pays entre dans une phase postnéolibérale où les besoins humains deviennent prioritaires sur les bénéfices des entreprises. Cette nouvelle répartition des richesses se base principalement sur la rente pétrolière, principal produit d'exportation (53% en 2014).

Si cette politique a permis des résultats indéniables avec notamment plus de deux millions de personnes sorties de la pauvreté, elle a aussi connu un étonnant contrecoup. En juin 2015, le gouvernement propose deux nouvelles lois : la première vise à instaurer un impôt sur la plus-value et la deuxième à réformer les droits de succession. Ces nouveaux prélèvements ont pour but de toucher exclusivement la classe des plus riches : la dernière tranche de l'impôt sur la succession prévoit de taxer à 77,5% les héritages supérieurs à 849 600 dollars, ce qui concerne 2% de la population. Pourtant elle rencontrera une opposition bien plus large... La droite conservatrice réussira à mobiliser plusieurs milliers de personnes pour s'opposer à ces lois en instrumentalisant la conception équatorienne de la famille et en présentant ces politiques comme confiscatoires. Mais le plus frappant aura été l'identification de la nouvelle classe moyenne à la haute bourgeoisie, ces fameux 2%.

Renaud Lambert, journaliste au Monde Diplomatique, détaille ce phénomène d'assimilation dans un dossier consacré à l'Amérique latine dans le numéro du mois de janvier 2016.⁽¹⁾ On y découvre une situation comparable au Venezuela où une dame affirme que c'est « grâce à Chavez » qu'elle est sortie de la pauvreté, avant d'annoncer : « *Maintenant que je ne suis plus pauvre, je vote pour l'opposition.* »⁽²⁾ On y lit aussi pourquoi le président uruguayen José Mujica n'a pas poussé plus loin les réformes dans son pays : « *Parce que les gens veulent des iPhones !* »⁽³⁾

Mettre fin à la pauvreté sans promouvoir l'enrichissement personnel, sans renforcer la société de consommation, tel est le défi de la gauche en Amérique latine et partout dans le monde. Un défi d'autant plus complexe pour la gauche latino-américaine que leurs stratégies se basent sur un système productiviste.

Sébastien Gillard

- (1) <http://www.monde-diplomatique.fr/2016/01/>
- (2) <http://www.monde-diplomatique.fr/2016/01/LAMBERT/54462>
- (3) *Ibid.*

"LES PARLEMENTAIRES FACE AUX LIMITES"

Dans le cadre d'une enquête journalistique portant sur l'effet de la richesse sur la société, nous aimerions avoir votre position, en tant que parlementaire, sur deux points :

1. Êtes-vous pour l'application d'un revenu maximal autorisé (RMA). Si oui, à combien en fixeriez-vous le montant, c'est-à-dire à partir de quel niveau de rémunération fixeriez-vous un taux marginal d'imposition de 100% ?
2. Êtes-vous pour l'instauration d'écart de revenus maximaux dans les entreprises⁽¹⁾ ? Si oui, quel rapport serait selon vous le plus décent ?

Vos réponses seront publiées dans un dossier du numéro 30 du journal Kairos et/ou sur le site internet. En l'absence de réponses, nous signalerons à nos lecteurs les personnes ayant refusé de nous donner, en tant que représentant du peuple, leur position sur ces questions.

En vous remerciant pour votre collaboration,

Cordialement,
Alexandre Penasse, rédacteur en chef de Kairos

Pour les 150 députés, la plupart des réponses ont été écrites par le parti. L'alignement des différents députés sur la ligne du parti, chacun offrant la même réponse écrite, exprime une forme d'absence de liberté de pensée et un rôle de chien de garde des intérêts partisans. Nous n'avons pas pu mettre certaines réponses. L'ensemble sera publié sur notre site internet.

- Brecht Vermeulen (N-VA)

J'ai bien reçu votre mail. De même que vous m'écrivez dans votre langue maternelle, je ferai de même dans la mienne⁽²⁾.

1. Concernant votre première question, il me semble que cette thématique n'est portée que par une minorité de "croyants" [indiqué en anglais dans la réponse : « believers »]. Un Revenu Maximal Autorisé n'est en tout cas pas un thème qui est abordé dans mon électorat en Flandre. Je n'ai moi-même jamais lu un article à ce sujet. Je trouve que c'est une proposition qui n'apporte aucune plus-value.
2. Concernant votre deuxième question, non je n'ai aucun défenseur/partisan pour cette proposition. C'est aux actionnaires et aux membres du conseil d'administration de juger de l'acceptabilité du salaire du cadre d'entreprise.

- Muriel Gerkens (ECOLO)

1. Oui, j'ai déposé en mars 2011 avec des collègues ECOLO-GROEN une proposition de loi taxant à 100% les revenus supérieurs à 1 million et taxant fortement les pécules parachutes dorés de manière à les rendre dissuasifs (doc 53K1336/00).
2. Oui, la limitation des inégalités au niveau salarial est une question importante. ECOLO est favorable à l'augmentation de nombreux minima sociaux. ECOLO est également favorable à la limitation des revenus des cadres supérieurs et hauts dirigeants d'entreprises publiques, en plafonnant la rémunération (salaire fixe et primes) la plus élevée à, par exemple, 10 fois la moyenne des plus bas salaires. Notons qu'actuellement, il n'est pas rare que - notamment dans le secteur financier - le salaire soit 100 fois supérieur aux plus bas salaires.

- Benoît Piedboeuf (Président du MR Luxembourg, bourgmestre de la commune de Tintigny)

1. Je constate par vos questions que l'imagination est sans limite quant à elle... quand je vois ce que certains très hauts revenus réalisent dans le monde associatif, culturel, solidaire, la coopération au développement, la recherche etc... Je ne pense pas que cela puisse être une mesure généralisée d'autant que cela signifierait que ces impôts confiscatoires soient gérés par un collectif public, dont on ne peut pas toujours garantir l'intelligence et l'efficacité. Je peux réfléchir à des systèmes qui améliorent la solidarité et qui aident ceux qui en ont besoin, mais je ne suis pas sûr que ce système soit réellement un facteur de développement. C'est le principe de la courbe de Laffer.
2. Je n'ai pas d'objection de principe à la haute rémunération si elle est le résultat d'une imagination, d'une qualité de management, d'une vision qui apportent un plus incontestable à l'entreprise. Mais dans le même esprit je trouve d'une part que chacun doit être rémunéré pour ses qualités et ses fonctions réelles proportionnellement à son apport, au côté indispensable de son travail et d'autre part qu'il est équitable que la profitabilité soit partagée et qu'un bonus ne soit pas attribué uniquement à ceux qui décident mais aussi à ceux qui contribuent par leur travail au résultat. Dans les deux réponses, il serait idiot de donner des chiffres ou proportions parce que chaque cas doit s'étudier, les mesures générales sont rarement adaptées. Par ailleurs je suppose que vous étendez votre analyse au monde du sport, des variétés, de l'art, etc. et pas seulement au monde politique ou de l'entreprise privée.

- Olivier Chastel (Président du MR).

Les réponses des autres députés MR ont par la suite toutes été les mêmes.

1. Il n'est pas à l'ordre du jour de fixer une limite maximale de rémunération et cette option ne

rentre pas dans le cadre du positionnement et de la vision du Mouvement Réformateur. Nous sommes favorables à la libre circulation des travailleurs et nous pensons que les entreprises privées doivent pouvoir avoir la liberté de fixer les rémunérations maximales en fonction de leur business plan et en fonction de leurs souhaits d'attirer certains types de profil. Il n'est pas non plus à l'ordre du jour d'imposer aux travailleurs une fiscalité confiscatoire qui, comme on l'a vu en France, peut avoir pour conséquence des fuites de capitaux importantes et qui est totalement contre-productive.

2. Comme souligné ci-dessus, nous ne sommes pas favorables à la fixation d'écarts de revenus maximaux au sein des entreprises privées. Nous sommes toutefois extrêmement sensibles aux difficultés des bas salaires et de la classe moyenne et nous souhaitons continuer à alléger la fiscalité de ces catégories, comme le gouvernement l'a réalisé dans le cadre du tax shift.

- Fabian Namur, porte-parole du cdH

répond pour tous les députés contactés. Faisant suite à votre demande, je vous prie de trouver ci-joint les réponses du cdH à vos questions sur le RMA. Je vous en souhaite bonne réception.

1. Le cdH n'est pas favorable à l'application d'un revenu maximum autorisé, qui impliquerait une entorse importante au principe de la libre entreprise et de la liberté contractuelle. Ce revenu maximum serait de plus difficile à appliquer et à contrôler. La réponse aux inégalités se trouve bien plus dans une réforme fiscale plus juste, y compris au niveau européen. Actuellement, les plus grandes inégalités de traitement devant l'impôt sont liées au fait que certains revenus échappent à l'impôt, notamment par le biais de l'évasion fiscale.
2. Le cdH est favorable à ce qu'un écart maximal de rémunération soit appliqué dans les entreprises publiques. Un rapport maximal de 1 à 7 devrait être appliqué.

- Marco Van Hees (PTB)

1. En l'état, dans notre programme, nous ne défendons pas le RMA. Nous défendons une meilleure progressivité de l'impôt sur les revenus, avec une taxation plus forte pour les plus hauts revenus. Deux mesures y répondent:
 - Globaliser tous les revenus, revenus professionnels, revenus financiers et immobiliers, et les soumettre à des tranches d'imposition progressives.
 - Revoir les tranches d'imposition pour l'impôt des personnes physiques pour renforcer nettement la progressivité de ces tranches, avec des taux moins élevés pour les revenus bas et moyens.
 Nous estimons, à l'instar de Thomas Piketty, que la priorité pour lutter contre l'inégalité est d'instaurer une taxe des millionnaires, un impôt sur la fortune, sur les patrimoines au-dessus d'un million d'euros (déduction faite de la maison d'habitation).
2. Oui, nous sommes pour l'instauration d'un salaire maximal dans tous les services et entreprises publics dans lesquels l'État est actionnaire majoritaire. Ce salaire maximal sera égal à 5 fois le plus petit salaire dans cette entreprise.

- Véronique Caprasse (DEFI)

Nous sommes favorables à une limitation à 290 000 euros bruts dans les entreprises publiques mais certainement pas à une taxation à 100% car ce serait considéré comme confiscatoire et contraire à la Constitution. La Cour constitutionnelle a d'ailleurs déjà "cassé" une taxation à 90%.

Annick Lambrecht⁽³⁾ (sp.a)

1. Non, nous ne sommes pas en faveur d'une tranche d'imposition à 100% à partir d'un certain revenu. Je pense qu'il n'y a aucun soutien. De plus, les tranches d'imposition progressives de l'impôt sur le revenu des particuliers ne sont pas applicables aux produits financiers. Une tranche d'imposition de 100% serait seulement dans ce sens une incidence sur le revenu gagné. Tandis que la grande disparité provient de la répartition inégale des revenus des actifs financiers. Plus précisément, zéro taxe sur les gains en capital sur les actions. Nous voulons renforcer la redistribution en taxant les revenus du capital plutôt que les revenus d'emploi. Nous appelons à une réforme fiscale complète en ce sens: comme les revenus du patrimoine, ils seront imposés progressivement.
2. Nous sommes en faveur d'un salaire maximum pour les dirigeants des entreprises publiques. Nous nous sommes fixés un salaire maximum au sp.a.

- Parti socialiste

1. Le PS n'est pas favorable à l'instauration d'un RMA en tant que tel. Nous préconisons par contre l'élaboration d'un système limitant les rémunérations les plus élevées par un écart maximal entre le salaire le plus bas et le salaire le plus élevé (cf. question suivante).
2. Nous proposons un écart maximum de 1 à 15 entre la rémunération la plus basse et la rémunération la plus élevée au sein d'une entreprise. La délimitation de l'entreprise doit être suffisamment large pour éviter que les dirigeants de l'entreprise ne licencient les salariés mal rémunérés et externalisent leurs tâches. À cette condition, cette proposition pourrait être un incitant pour améliorer les rémunérations les plus basses. Nous avons également déposé 3 propositions visant à limiter les rémunérations excessives⁽⁴⁾ (...)



Illustration: Benjamin Tejero

(1) Le "dans les entreprises" étaient un complément inutile, on en conviendra.
 (2) Traduit par Maxime De Coster.
 (3) Elle avait en 2015 huit mandats rémunérés. Voir <https://www.cumuleo.be/mandataire/4598-annick-lambrecht.php>
 (4) Les deux propositions de loi ont - évidemment - été rejetées par la majorité.

POURQUOI LES INÉGALITÉS NOUS RENDENT TOUS MALADES

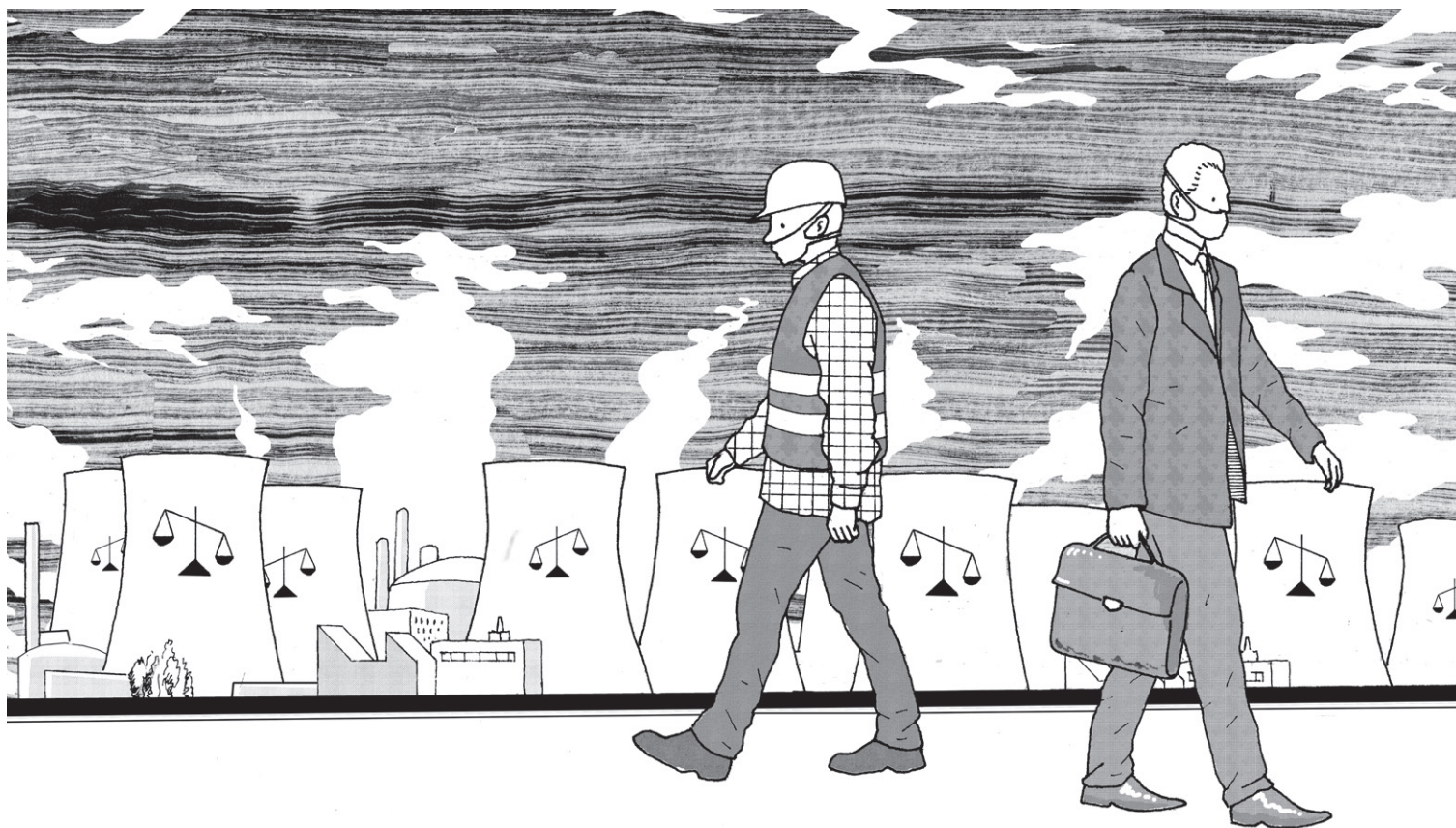


Illustration: Elie Huaut

Quand on parle de la pauvreté, il importe d'abord de définir celle-ci. Tous les spécialistes sont d'accord : la pauvreté n'est pas définie comme le montant absolu de ce que perçoit chaque année un ménage (unité de mesure accessible puisque définie sur base des déclarations d'impôt des ménages, composés parfois d'une seule personne). Notamment au niveau des instances européennes, les chercheurs, sociologues et politiques se sont mis d'accord : est pauvre « toute personne qui vit dans un ménage dont le revenu net par unité de consommation est inférieur à 60% du revenu net par unité de consommation médian ». La pauvreté n'est donc pas la misère matérielle, qui n'est fort heureusement plus le lot que d'une minorité (en Occident). La pauvreté est une notion relative, l'écart qui sépare certains du niveau de vie médian dans une société.

LA RICHESSE NE REND PAS HEUREUX

Ce sont des chercheurs britanniques qui ont le mieux étudié la pauvreté et ses effets sur les sociétés. Citons d'abord Tim Jackson qui, en 2009, publiait *Prospérité sans croissance (Prosperity without Growth. Economics For a Finite Planet)* traduit en français en 2010⁽¹⁾. Mandaté par des autorités publiques, cet économiste a dirigé des chercheurs qui ont analysé des milliers d'études. Impossible de résumer ici la richesse des résultats de ces scientifiques (notamment l'impossibilité de découpler croissance économique et dégâts environnementaux) mais voyons ce qu'il en est de la pauvreté. La technique utilisée est de comparer la richesse monétaire (PIB) d'une société avec d'autres paramètres plus significatifs (durée de vie, état de santé, alphabétisation/éducation, sentiment subjectif de bonheur). En plaçant ces données en abscisse et ordonnée d'un tableau, on constate chaque fois des courbes semblables : selon les pays (entités où des statistiques fiables sont disponibles), les para-

mètres s'améliorent avec l'augmentation du revenu par habitant, passent par un maximum et puis se stabilisent, voire descendent. Il y a donc un optimum qui se situe entre 15 000 et 20 000€ par habitant et par an. En comparant richesse et empreinte écologique (marqueur de la destruction des écosystèmes terrestres), on a, de la même manière, une mesure de l'efficacité des différents pays. L'on vérifie ainsi que les peuples de pays pauvres vivent mal mais épargnent notre planète et que les peuples des pays riches vivent dans une certaine opulence (moyenne) mais détruisent systématiquement le milieu qui devrait assurer notre survie à terme. Le seul pays qui a un indice de développement humain correct et ne surconsomme pas notre planète est... Cuba.

L'EFFET DES INÉGALITÉS AU SEIN DES SOCIÉTÉS

Richard Wilkinson, un épidémiologiste britannique a lui été plus loin : il a tenté d'évaluer l'impact des inégalités sur la santé au sein de diverses sociétés. Il a publié ses résultats en anglais en 2009⁽²⁾ et fut traduit en français en 2013⁽³⁾. Son groupe de chercheurs a compilé des centaines d'études sanitaires menées dans les pays dits développés, ceux qui ont dépassé l'optimum mesuré par Jackson de 15 000\$/hab.an. S'il compare les paramètres médicaux dans ces pays depuis le Portugal à 16 000\$/hab.an jusqu'aux États-Unis à 38 000\$/hab.an, il ne trouve aucune concordance. De même, les dépenses sanitaires qui varient d'un facteur de 1 à 5 n'ont quasi aucun impact sur l'espérance de vie ou les divers problèmes sanitaires, que du contraire : les États-Unis qui dépensent au moins deux fois plus que tous les autres pays sont les plus mal lotis. Par contre, ce que Wilkinson et ses collègues ont découvert c'est que les inégalités ont un fort impact sur la santé. Ils ont classé les pays par ordre d'inégalité, par exemple en calculant combien de fois les 20% les plus riches sont plus riches que les 20% les plus pauvres (cela va de 1/3,8 au Japon jusqu'à 1/8,7 aux États-Unis en passant par 1/4,8 en Belgique). En mettant ces chiffres en regard des pro-

blèmes sanitaires et sociaux, ils ont trouvé une relation constante : plus les pays sont inégalitaires, plus les difficultés sont fortes. Ils ont multiplié les comparaisons avec des paramètres comme l'indice de l'Unicef de bien-être des enfants, la mortalité infantile, les maladies mentales, les adolescents en surpoids, le taux d'homicides, le nombre de personnes incarcérées... Et toujours, les pays s'alignaient sur une même courbe : moins de problèmes dans les pays égalitaires, avec le Japon et la Suède à une extrémité, et beaucoup de problèmes dans les pays inégalitaires, avec les États-Unis, Singapour ou le Royaume-Uni du mauvais côté.

C'EST LE TISSU SOCIAL QUI EST MALADE

Mais nos épidémiologistes ont voulu comprendre pourquoi les inégalités rendent malades. En étudiant certains facteurs de santé, dans la durée cette fois, ils ont constaté une augmentation régulière d'un problème précis : le taux d'anxiété. Aux États-Unis, 269 études compilées ont prouvé cette croissance constante. Cela se traduit par des chiffres et des tableaux dans le livre de Wilkinson mais il a commenté ses recherches dans un entretien qu'il a eu avec François Ruffin, rédacteur en chef et fondateur du journal Fakir. Dans le livre⁽⁴⁾ qui résume cette interview, il dit : «...ahurissant : vers la fin des années 1980, l'enfant américain moyen était plus anxieux que ceux qui faisaient l'objet d'un suivi psychiatrique dans les années 1950 ». La dégradation de la santé mentale est une constante dans tous les pays développés. Wilkinson attribue cette évolution à une augmentation d'une inquiétude face aux jugements des autres. Dans la société de compétition généralisée imposée par le productivisme/consumérisme, la plupart, notamment dans les milieux professionnels, sont soumis à une pression continue d'évaluation. Il faut être performant, remplir des objectifs sur lesquels vous êtes jugés. Cela induit un stress permanent. Le stress est positif quand il répond à un événement soudain et permet de réagir (fuir à toutes jambes devant un danger imprévu

comme l'arrivée d'un fauve qui menace de vous dévorer) mais quand il est continu et que 8 heures par jour on est menacé par l'arrivée d'un petit chef féroce, cela provoque l'augmentation continue d'hormones comme le cortisol dont les effets sur la santé générale sont très négatifs. De plus, ce regard critique s'est aujourd'hui étendu à la société tout entière : chacun se sent obligé de se préoccuper de son image sociale, de son apparence aux yeux des autres. Wilkinson constate : « *Nous sommes devenus extrêmement conscients de nous-mêmes, obsédés par ce que nous donnons à voir aux autres, inquiets de passer pour peu séduisants, ennuyeux ou stupides, et constamment occupés à gérer les impressions que nous laissons. Comment ces inconnus nous jugent-ils ? Avons-nous fait bonne figure ? Cette vulnérabilité fait partie de la condition psychologique moderne* »⁽⁵⁾. Il rejoint là ce qu'en 1936, déjà, Richard Gregg dans *La valeur de la simplicité volontaire*⁽⁶⁾ dénonçait sous le vocable états-unien de « *keep up with the Jones* » : vouloir paraître mieux que les voisins. Wilkinson considère lui aussi que « *les symboles extérieurs de la réussite – revenus, voiture, logement, vêtements, vacances – exercent tous une influence sur l'image que l'on donne de soi, et que l'on a de soi* ». On voit donc que c'est tout le corps social qui va mal et les inégalités expliquent ce malaise dans la communauté. Wilkinson a des graphiques qui montrent que « *plus les inégalités sont fortes, plus la défiance l'emporte, plus l'engagement dans la communauté décline, tout comme la réciprocité, l'envie d'aider les autres. On doit*

d'abord prendre soin de soi-même, se débrouiller pour arracher sa part de gâteau. (...) La bienveillance entre les semblables s'éclipse : nous ne pouvons ressentir de l'empathie qu'à l'égard de ceux que nous voyons comme des "égaux" ». Lorsque l'écart entre les classes sociales s'accroît sous l'effet des inégalités croissantes, la défiance, voir l'hostilité croît, avec la dérive de ceux qui, plutôt que de s'en prendre à ceux qui les méprisent, dirigent leur colère vers d'autres, les plus pauvres, les immigrés, les chômeurs... L'extrême-droite attise à loisir ce rejet de l'autre chez les victimes de l'injustice de classe.

REVENIR À LA SAGESSE DU PARTAGE

Les recherches de Wilkinson confirment aussi que les pauvres meurent 5 à 10 ans plus tôt que les riches mais démontrent que ce ne sont pas seulement des causes matérielles qui sont à l'origine de cette surmortalité. C'est aussi le sentiment psychologiquement destructeur de se sentir tout en bas de la hiérarchie.

Derniers graphiques intéressants des études de Wilkinson : la mobilité sociale est plus grande dans la société égalitaire (on pouvait s'en douter : les marches sont moins hautes à franchir) mais elles sont aussi plus innovantes. Au fond c'est logique, les chercheurs de haut niveau, les vrais artistes ne

sont pas motivés par la recherche perpétuelle de plus d'argent mais par une passion, par l'amour de leur travail.

N'est-il pas désolant qu'il faille des études longues et coûteuses pour démontrer ce que la sagesse populaire nous dit depuis longtemps : « *L'argent ne fait pas le bonheur... mais il y contribue* »⁽⁷⁾ (en dessous de 15 000€/an), « *L'argent est un bon serviteur et un mauvais maître* »⁽⁸⁾ ? Le matérialisme qui a envahi nos sociétés est justifié, selon la logique utilitariste, par la recherche du bien-être matériel pour le plus grand nombre. Hélas, cette logique a aujourd'hui largement dépassé son optimum et, comme l'a démontré Illich pour d'autres phénomènes sociétaux, est devenue contre-productive.

Alain Adriaens

- (1) Tim Jackson, *Prosperité sans croissance*, Namur/Bruxelles, Etopia/Ed. De Boeck, 2010, 247pp.
- (2) R. Wilkinson, K. Pickett, *The Spirit Level : Why More Equal Societies Almost Always Do Better*, Allen Lane, 2009.
- (3) Richard Wilkinson, Kate Pickett, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les Petits matins/Institut Veblen/Etopia, 2013.
- (4) François Ruffin, *L'égalité c'est la santé (et l'amour aussi)*, Amiens, Fakir Editions, 2016.
- (5) *Ibid.*
- (6) Richard B. Gregg, *La valeur de la simplicité volontaire*, Vierzon, Ed. Le pas de côté, 2012, 6€.
- (7) Choderlos de Laclos, XVIII^e siècle.
- (8) Poète latin Horace, I^{er} siècle av. JC, repris par Alexandre Dumas.

LE PROTECTIONNISME SOLIDAIRE : STRATÉGIE ANTICAPITALISTE OU ILLUSION POLITIQUE ?

Sébastien Gillard

LE PROTECTIONNISME SOLIDAIRE

Face à la politique néolibérale promue partout en Union européenne et face aux traités de libre-échange impulsés malgré une importante résistance citoyenne, une idée connaît un regain d'intérêt: celle du protectionnisme solidaire. C'est lors de la campagne de la présidentielle française que Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France Insoumise, proposait de mettre fin à la concurrence sociale et fiscale en instaurant un certain protectionnisme, non pas pour protéger les intérêts strictement nationaux mais plutôt pour promouvoir la coopération et la hausse des standards fiscaux, sociaux et écologiques.

Le protectionnisme consiste pour un État à mener une politique interventionniste pour protéger son économie face à la concurrence étrangère. Pour ce faire, l'État en question va instaurer des taxes douanières ou des barrières non-tarifaires comme par exemple des normes techniques, sanitaires, écologiques ou sociales.

Souvent situées à l'extrême opposé du libre-échange, les mesures protectionnistes sont décrites comme représentant les derniers freins à l'établissement d'un grand marché mondial où la « *concurrence libre et non faussée* » garantirait le développement de tous les pays et le ruissellement des richesses produites. Il s'agit là d'une vision dichotomique idéalisant ces concepts considérés comme des fins en soi. « *La concurrence entre des entités qui ne sont pas strictement identiques est immédiatement faussée par leurs différences mêmes, d'où résulte que le concept de concurrence non faussée est une parfaite ineptie. Et celui de protectionnisme avec, du même coup.* »⁽¹⁾ Il n'y a aucun intérêt à fétichiser une mesure économique en la faisant passer pour une panacée, ces concepts existent comme des outils à manier en fonction du contexte et peuvent être utilisés pour atteindre des objectifs différents.

Mais aujourd'hui, le libre-échange se caractérise par la mise en concurrence généralisée des travailleurs, les délocalisations, les importants transports

de marchandises, etc. Face à cela, de plus en plus de voix s'élèvent pour critiquer cette nouvelle religion du commerce. Mais comment s'opposer à ces conséquences néfastes ? En élaborant un protectionnisme solidaire ? En quoi consisterait-il ? En Belgique, un seul parti (Demain, fusion du Mouvement de Gauche et de Vega) reprend l'idée d'un « *protectionnisme européen* » solidaire, conçu comme un « *outil essentiel pour la redéfinition de la politique économique européenne et notamment pour la politique commerciale* ».⁽²⁾ Ce protectionnisme n'est d'abord pas pensé à l'échelle nationale car il risquerait d'accroître la concurrence entre les pays mais aussi n'a pas de sens compte tenu de l'interconnexion des économies. En effet, près de 70% des biens importés en Belgique proviennent d'un pays du continent européen contre 15,5% pour l'Asie et près de 12% pour l'ensemble du continent américain.⁽³⁾

Malheureusement, il semble illusoire de voir la Commission européenne, chargée de la politique commerciale pour les pays de l'Union européenne, se détourner du libre-échange au profit d'un protectionnisme européen solidaire. La mise en concurrence interne des régimes fiscaux et sociaux témoigne déjà du peu d'ambition pour engager le progrès social. Le 10 mai dernier, la Commission européenne publiait un « *Document de réflexion sur la maîtrise de la mondialisation* ».⁽⁴⁾ La mondialisation y est toujours présentée comme un bienfait, une « *évolution* [qui] ne pourra être ni arrêtée ni inversée »...

Elle y représente à la fois les échanges commerciaux et l'ouverture vers le monde d'une manière plus générale. Cette définition étendue lui confère une certaine autorité et classe mettant automatiquement ses opposants dans le camp des nationalistes ou des archaïques « *moins à même que d'autres de s'adapter au changement et à la concurrence* ». Les objections des citoyens sont considérées comme des « *préoccupations* [qui] *doivent être prises en compte* » mais pas comme des avis équivalant à ceux des promoteurs de la mondialisation. La solution proposée par la Commission résiderait dans une meilleure formation ou une meilleure reconversion pour les « *régions les plus vulnérables* ». Finalement l'objectif reste inchangé malgré le titre du document, *Rendre l'économie européenne plus concurrentielle*.

Faut-il alors tenter de mettre en place un protectionnisme à l'échelle nationale comme le prône Jean-Luc Mélenchon ainsi que plusieurs intellectuels français ? Ou s'agit-il d'un fourvoiement éloignant la gauche des véritables causes de la crise du capitalisme ? Si, du côté du Parti du Travail de Belgique (PTB), on soutenait Jean-Luc Mélenchon lors de la campagne présidentielle française, il faut souligner les désaccords entre eux, et notamment sur la question qui nous intéresse ici, celle du protectionnisme. Ainsi, Charlie Le Paige, collaborateur parlementaire du PTB, regrette qu'on pose le débat en terme de « *Nation* » et non en terme de « *classe* » : « *Cette idée qu'on protège la Nation comme si elle n'avait qu'un*

seul intérêt doit être un peu déconstruite. »⁽⁶⁾ Il pointe l'illusion de penser que les grands patrons nationaux pourraient avoir les mêmes intérêts que la classe ouvrière du pays en question : « Il faut combattre le libre-échange mais en étant conscient que ce qu'il y a comme enjeu derrière c'est le fonctionnement du marché. Et c'est essentiel car le protectionnisme ne pose pas forcément cette question du marché. Elle pose plus la question sur quel niveau le marché doit être organisé en tant que tel. » Il précise qu'il ne faut pas incriminer les échanges économiques mais plutôt la motivation de ceux-ci : « Ce qui guide les échanges c'est la logique de profit, l'anarchie qu'il y a dans la production et qui fait qu'on va produire des choses ici qu'on va exporter et on va importer les mêmes produits... » Si Charlie Le Paige reconnaît qu'il faudra repenser la relocalisation de l'économie et que le PTB pourrait se retrouver sur une série de revendications concrètes avec les promoteurs du protectionnisme solidaire, son parti n'en fait toutefois pas une mesure phare pour mobiliser les travailleurs.

Du côté des partis et mouvements trotskystes, l'opposition est similaire voir plus catégorique. Ils insistent également sur l'appartenance de classe et considèrent que « la question du protectionnisme au sein des frontières nationales n'a pas de sens dans une lutte des classes qui est internationale ». ⁽⁶⁾ Il s'agit d'une question qui concernerait uniquement les capitalistes qui, de tout temps, se sont essayés tantôt au libre-échange, tantôt au protectionnisme pour imposer leurs intérêts dans une guerre commerciale où il revenait toujours aux prolétaires de payer l'addition. Un protectionnisme, qu'il soit appelé solidaire ou non, impliquerait selon eux une augmentation des prix des biens importés aux dépens des acheteurs les plus pauvres. Ils soulignent également le risque d'une contagion des mesures protectionnistes menant à une guerre économique toujours au détriment des travailleurs.

Pour étayer cette position, ils rappellent régulièrement le discours de Karl Marx sur le libre-échange en 1848, où le philosophe allemand voyait dans le libre échange un moyen d'accélérer la révolution socialiste en exacerbant les contradictions du système capitaliste : « Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange. »⁽⁷⁾ Une position que Friedrich Engels réaffirme 40 ans plus tard dans une préface au même discours : « Les socialistes doivent souhaiter un développement aussi libre et aussi rapide que possible de l'actuel système de production car ainsi celui-ci développera ses inévitables conséquences économiques : misère des grandes masses populaires en raison d'une surproduction qui engendrera soit des crises périodiques soit une stagnation chronique du commerce ; division de la société en une petite classe de grands capitalistes et une classe nombreuse d'esclaves salariés pratiquement héréditaires, une classe de prolétaires dont le nombre ne cesse d'augmenter pendant qu'en même temps ils se trouvent constamment remplacés par de nouvelles machines destinées à économiser la main-d'œuvre ; en un mot, une société conduite vers l'impasse, dont il n'est d'autre issue qu'une transformation complète de la structure économique qui en forme la base (...) C'est de ce point de vue que Marx, il y a quarante ans, s'est déclaré en principe pour le libre échange comme le chemin le plus direct, celui qui conduira le plus vite la société capitaliste dans un cul-de-sac. »⁽⁸⁾

Cette « politique du pire » n'aura pourtant pas porté ses fruits et la poursuite du libre-échange, même si elle a renforcé les antagonismes de classes, a également exacerbé les nationalismes. Par ailleurs, et au vu de l'urgence climatique et des dégâts provoqués par le libre-échange ou parce qu'ils considèrent que le seul levier politique est celui de la nation, plusieurs intellectuels se sont mis à défendre l'idée du protectionnisme. Aurélien Bernier, auteur, fondateur du

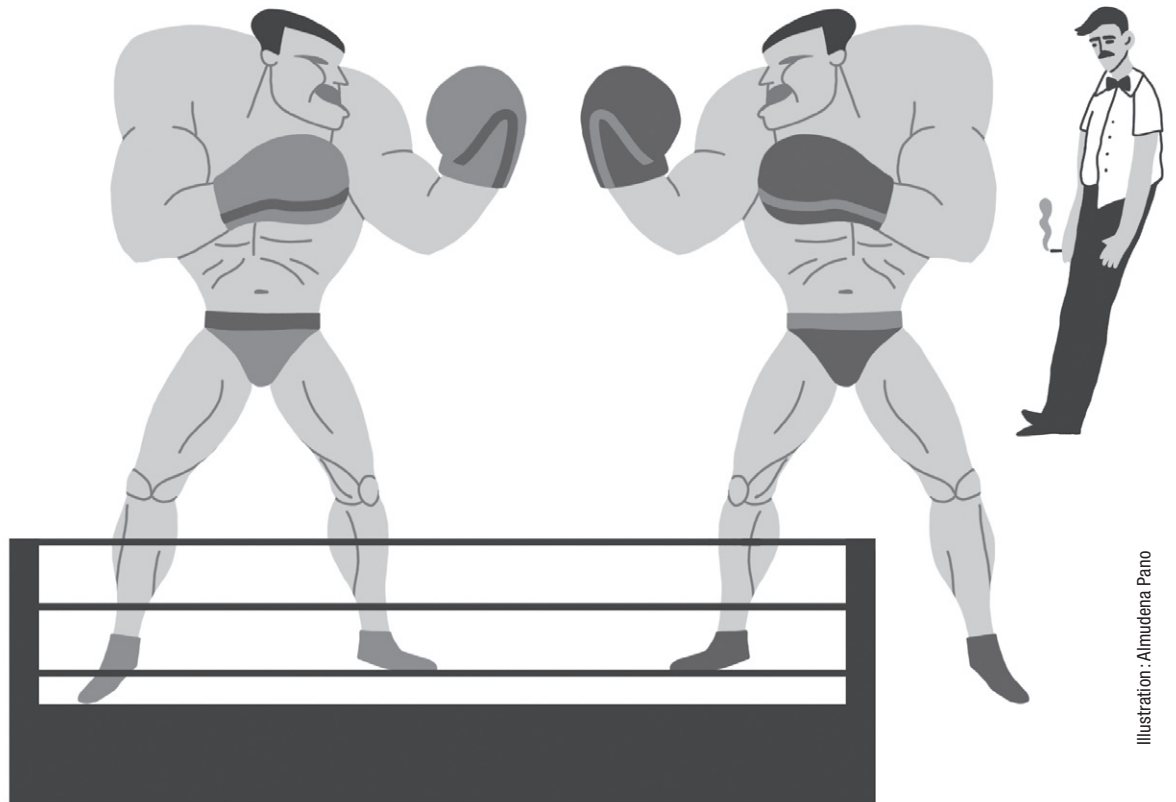


Illustration: Almudena Pano

Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) et penseur de la démondialisation, y voit une manière de se battre contre l'ordre économique et le développement des forces du marché mais aussi un moyen d'aborder la question écologique.⁽⁹⁾ L'essayiste français constate une évolution et une extension de la définition de la mondialisation, qui, concernant autrefois un phénomène économique, s'étend aujourd'hui à l'ensemble des échanges et des relations entre les États, se confondant avec des notions comme celles du développement, du progrès ou des Droits de l'Homme, lui conférant un caractère plus humaniste mais aussi davantage inéluctable. Face à cette définition remodelée, combattre la mondialisation serait devenu un tabou pour la gauche.⁽¹⁰⁾ Les libéraux ne pouvaient rêver mieux, puisque leur croyance résulte justement dans le caractère naturel du marché renforcé par le libéralisme de Montesquieu et sa vision du commerce qui engendrerait partout des *mœurs douces*⁽¹¹⁾, principes sur lesquels se base la pensée libérale à la base de la construction européenne par le marché (et que l'on retrouve à nouveau dans le document de la Commission cité plus haut).

Il faut également impérativement souligner que même si le protectionnisme fut en effet une stratégie des grandes puissances économiques pour garantir leur supériorité, il semble aujourd'hui évident que ce soit le libre-échange qui fasse l'unanimité. Les inquiétudes de Laurence Parisot, à l'époque présidente du lobby patronal MEDEF (Mouvement des entreprises de France), en atteste : « Nous sommes convaincus que nos économies retrouveront le chemin de la croissance à condition que les pays écartent les mesures protectionnistes. »⁽¹²⁾ Dans ce sens, Aurélien Bernier souligne que « le libre-échange n'est plus seulement un moyen de conquérir de nouveaux marchés ; il devient une arme pour discipliner les classes populaires et dissuader les États de trop contraindre les grandes entreprises. Soumis au chantage aux délocalisations, les salariés sont priés de renoncer à leurs revendications sociales, puis contraints à accepter des régressions. »⁽¹³⁾

Le brouillage politique ambiant nous amène néanmoins à devoir discerner les différentes formes de protectionnisme. Avec la victoire de Donald Trump, on voit bel et bien la réémergence d'un protectionnisme purement impérialiste, dans le sens où il est pensé non pas comme une manière de défendre les intérêts des travailleurs américains, mais plutôt dans une logique de guerre économique face à la Chine en vue de se disputer le *leadership* mondial. Cette manière d'aborder le protectionnisme ne s'en prend évidemment pas au capitalisme, c'est pourquoi il est logique pour la gauche de s'y opposer... Toutefois, elle ne devrait pas légitimer l'abandon de toute réflexion à son sujet. Aurélien Bernier résume en ces termes en quoi devrait consister le protectionnisme, dans une logique de démondialisation pour la gauche : « *Briser la finance internationale, s'opposer à la logique du capital et développer un véritable internationalisme.*

Il faut également la préciser, et trouver des modalités concrètes de mise en œuvre qui tiennent compte d'une évidence : jamais le système mondial ne se reformera de lui-même. Il s'agit donc d'en sortir, de l'affronter, puis de le démanteler. »⁽¹⁴⁾

Frédéric Lordon, économiste et collaborateur au *Monde Diplomatique*, dénonce cette vision binaire où il faudrait faire le choix entre « le monde mondialisé ou la nation archaïque ». Il rejoint Aurélien Bernier sur la nécessité d'une démondialisation, en précisant que « ce n'est donc pas la nationalité des opérateurs qui est en jeu (...) C'est la possibilité de constituer une enclave de vie économique pacifiée sans avoir à attendre la grande convergence mondiale. Mais cette possibilité-là n'est que l'autre nom de la rupture avec la mondialisation. »⁽¹⁵⁾

Finalement, au-delà de la stratégie économique à adopter pour défendre au mieux les travailleurs face à la mondialisation, une question se pose : celle des limites physiques de l'écosystème et de la possibilité de perpétuer une telle circulation des marchandises. Penser le protectionnisme, c'est également se questionner sur les conséquences écologiques de la forme actuelle du commerce mondial. On peut d'ailleurs légitimement penser que « l'irréversibilité de l'épuisement des ressources fossiles implique en retour la réversibilité d'un phénomène humain comme la mondialisation. Il serait bien sûr préférable d'organiser la démondialisation plutôt que de la subir... »⁽¹⁶⁾

Sébastien Gillard

(1) Frédéric Lordon, « La « menace protectionniste », ce concept vide de sens » dans *Le protectionnisme et ses ennemis*, Les Liens Qui Libèrent, 2012, p.18.
 (2) Interview de Dimitri Zurstrassen (DEMAIN) réalisée le jeudi 4 mai 2017.
 (3) Belgian foreign trade agency. <http://www.abh-ace.be/en>
 (4) Commission européenne, Document de réflexion sur la maîtrise de la mondialisation, consulté le 15 mai 2017 sur https://ec.europa.eu/commission/publications/reflection-paper-harnessing-globalisation_fr
 (5) Interview de Charlie Le Paige (PTB) réalisée le mercredi 26 mai 2017.
 (6) Interview de Thibault Molinero (LCR) réalisée le mercredi 19 avril 2017.
 (7) Karl Marx, *Discours sur la question du libre-échange*, 1848, consulté le 5 mai 2017 sur <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1848/01/km18480107.htm>
 (8) Friedrich Engels cité dans François Ruffin, *Leur grande trouille*, 2011, p.185.
 (9) Aurélien Bernier, *La démondialisation ou le chaos*, Utopia, 2016.
 (10) Aurélien Bernier, *La gauche radicale et ses tabous*, Seuil, 2014.
 (11) Ha-Joon Chang, « Du protectionnisme au libre-échangisme, une conversion opportuniste » dans *Le protectionnisme et ses ennemis*, Les Liens Qui Libèrent, 2012.
 (12) François Ruffin, *Le protectionnisme et ses ennemis*, op. cit., p.21.
 (13) Aurélien Bernier, *La démondialisation ou le chaos*, op.cit., p.22.
 (14) Aurélien Bernier, *La démondialisation ou le chaos*, op.cit., p.65.
 (15) Frédéric Lordon, « Qui a peur de la démondialisation ? », 2011, consulté le 5 mai 2017.
 (16) Bernard Legros, « Vous avez dit irréversible ? », Kairos février-mars 2017.

DÉBAT ENTRE *LE SOIR* ET *KAIROS*

On a été invité à un débat à l'hecs, école de journalisme, avec Philippe Laloux, vice-rédacteur en chef du *Soir* et Digital Media Manager... En une vingtaine de minutes, on aura eu le temps de mesurer toute la morgue des journalistes du pouvoir, mais surtout leur malaise, la conscience de leur contradiction revenant toujours à un moment ou l'autre... Enfin, on n'est pas rancunier, et on accepte volontiers l'invitation de Monsieur Laloux à assister à un comité de rédaction du *Soir*... on vous tiendra informés⁽¹⁾.

Animateur (Sylvain Anciaux) : Comment est-ce qu'on crée l'information chez *Le Soir* ?

Philippe Laloux : Le terme est peut-être mal choisi : on ne crée jamais de l'information, on va la chercher avec les dents. L'information c'est une denrée rare, de plus en plus complexe à aller dénicher et le rôle de la presse aujourd'hui, c'est d'aller chercher cette information, de la décrypter, de l'analyser, de la mettre en perspective.

Animateur : Chez *Kairos*, comment traite-t-on l'info alors ?

Alexandre Penasse : On va la chercher mais à la fois on ne la suscite pas, on ne la génère pas en pensant si elle va plaire ou si elle ne va pas plaire. Elle part souvent d'un doute, d'une question, d'une interrogation...

Animateur : Il y a 5 numéros de *Kairos* par an, il y en a 365 chez *Le Soir*. Pensez-vous que la fréquence de publication impacte la qualité de l'information dans vos journaux. Au fond, quel est votre rapport avec le temps en tant que journaliste ?

AP : Il y a deux points : d'abord c'est tout simplement impossible pour nous de créer un journal tous les jours ; deuxièmement, la périodicité [quotidienne] d'un journal n'est faite que pour une seule chose : un journal qui sort tous les jours, c'est fait pour plaire aux annonceurs, c'est évident.

Animateur : Monsieur Laloux, vous êtes d'accord ?

PL : On ne crée évidemment pas un journal pour la publicité puisqu'on peut évidemment faire à ce moment-là un toutes-boîtes qui s'appelle par exemple *Vlan* et répond à cette règle-là. Ce qui est important, ce n'est pas nécessairement le rythme de parution mais le temps que l'on met pour faire son métier avec rigueur et les moyens que l'on y met. *Le Soir*, c'est pas qu'un journal papier, c'est aussi un site internet. Et donc c'est ça la principale rupture qu'il y a, les gens consomment de l'information quand ils le souhaitent, au moment où ils le souhaitent, sur le support de leur choix. Ce qui est important c'est de donner une information quand elle est validée.

AP : En dehors de la publicité, évidemment que le journal qui appartient aux dominants est fait aussi pour formater une certaine opinion publique et lui donner certaines idées. Donc on ne retrouvera jamais dans *Le Soir*, ou *La Libre*, des idées qui sortent d'un cadre. C'est évidemment difficile d'obtenir d'un journaliste qui travaille dans une grande presse l'aveu que ses patrons sont le groupe Rossel qui appartient à la famille Hurbain, qui est la 100^{ème} famille la plus riche de Belgique⁽²⁾ et qui, évidemment, ne s'intéresse pas au *Soir* pour rien.

PL : Je pense qu'on a ici la différence entre des personnes, je n'ai rien contre *Kairos* et je salue ce travail ainsi que l'existence de presse alternative comme vous l'avez appelée. Évidemment qu'ici on est loin d'un travail journalistique ; ici c'est une opinion, on est dans le fantasme...

AP : Je l'attendais celle-là...

Animateur : Vous faites justement ma transition, c'est parfait. C'est vrai que comme M. Laloux vient de le dire, chez *Kairos* on retrouve souvent un parti pris dans les articles, on ne peut pas se le cacher, alors quelle relation doit entretenir le journaliste avec ce qu'il produit : est-ce qu'il doit être tout à fait neutre ?



AP : Il n'y a que ceux qui se disent les moins engagés qui le sont le plus. Des journaux comme *Le Soir*, *La Libre*, *Le Monde* et les autres, sont très engagés : ils sont engagés tout simplement en faveur du capital. Faut-il rappeler que Béatrice Delvaux a préfacé le livre sur Albert Frère...

PL : ... Et elle a fait son stage au FMI, pour déjà anticiper...

AP : Albert Frère, c'est une des plus grosses fortunes. Évidemment, on est raillé quand on dit ça, comme si c'était quelque chose qui n'était pas grave dans la façon dont on aborde la réalité et la vérité de certains sujets.

PL : J'ai le plus grand respect pour les opinions de Monsieur Penasse, mais ça reste des opinions. Jamais Monsieur Penasse n'a pris son téléphone et a pris la peine de téléphoner à Béatrice Delvaux ! Jamais ! J'invite Monsieur Penasse à venir participer à une réunion de rédaction, vivre quelques jours, de faire un vrai travail journalistique, pour recouper toutes ses sources.

AP : c'est noté !

PL : ...Mais bien entendu, et je peux vous ouvrir mon carnet d'adresses, y'a aucun souci, faites votre

travail. Parce que ce n'est pas parce qu'on a une opinion ou un fantasme où on entretient une certaine théorie du complot... basé sur quoi ? Parce que Béatrice Delvaux a fait son stage au FMI, moi qui suis journaliste au *Soir* je serais évidemment un suppôt du capitalisme ? Évidemment que je me lèverais le matin en me disant « *Tiens, comment je vais pouvoir servir les intérêts du Bel20 ?* ». Ça n'a pas de sens. On est dans l'idéologie, on est dans la théorie du complot, on est dans le fantasme le plus complet, et l'engagement en journalisme, la première chose qui compte c'est de s'engager à aller chercher de l'info, c'est la seule chose qui compte.

Animateur : Est-ce qu'il y a une forme de censure par rapport à la publicité ? Est-ce qu'on est vraiment libre chez *Le Soir* ?

PL : Imaginez : je veux écrire un article et tout de suite j'ai la régie publicitaire qui descend dans la rédaction : « *Dis, tu n'as pas le droit d'écrire cet article* ». Imaginez une seule seconde un pays, une démocratie où ça se passerait comme ça, ce serait atroce. Il y a un mur de Berlin...

AP : Mais évidemment qu'il n'y en a pas ! Il n'y a pas un type qui descend de la régie publicitaire et qui va dire « *Eh coco, stop !* ». On le sait très bien, que c'est une forme d'autocensure qui est intégrée.

Animateur : Pour terminer, qu'est-ce que c'est que pour vous du journalisme de qualité ?

PL : C'est un journalisme rigoureux et de la rigueur, c'est être indépendant, évidemment de toute pression économique, politique mais aussi de tout dogme, de toute idéologie... Je ne suis pas là le matin pour servir une idéologie.

Animateur : Monsieur Penasse, pour clore le débat ?

AP : La question, je voudrais quand même rebondir, n'est pas celle que les gens se lèvent le matin en se disant « *On va servir une idéologie* », c'est uniquement qu'il y a certaines informations qui peuvent être dites et d'autres non. Pour nous, un journalisme de qualité, c'est de ne se mettre aucune limite au travail de vérité.

PL : Moi, je vous invite à lire *Le Soir* tous les jours pour prendre connaissance...

AP : ...Mais je n'arrive plus Monsieur, je n'arrive plus...

Pour info, quand des étudiants, hors micro, demanderont à Monsieur Laloux s'il compte rester pour la fin de l'émission, il répondra : « *Non, j'ai du travail, j'ai un métier moi* ». À vous d'en tirer les conclusions...

(1) A écouter dans son entièreté ici : www.mixcloud.com/magazineradio2017/les-m%C3%A9dias-classiques-sont-ils-morts/

(2) Une erreur, distraction, nous avait fait dire « du monde » pendant le débat.

VU, LU, ENTENDU



La plupart des écolos et des objecteurs de croissance vous le diront : ce n'est pas un essai ou un discours politique, si bien foutus soient-ils, qui leur ont fait **sentir** qu'il y avait quelque chose de pourri au royaume du techno-productivisme. Non, ce fut une fiction - livre, BD ou film - qui les a fait basculer vers le post-matérialisme. Un ouvrage de science-fiction est souvent à l'origine d'une telle prise de conscience. Le genre s'est, hélas, un peu tari mais Anne Frémaux, avec *L'Ère du Levant*, le rafraîchit brillamment.

Dans son roman, que l'on peut qualifier de politique-fiction, on assiste aux luttes de pouvoir qui opposent, dans un futur peut-être pas très éloigné, transhumanistes et post-humanistes. Il y a de l'Isaac Asimov dans le savoir scientifique qui irrigue le livre. Il y a du Giraud/Moebius dans la peinture imaginative du monde décalé dans lequel se déroule l'histoire. Il y a du Frank Herbert dans l'habileté à faire avancer l'intrigue au travers de dialogues vivants. De cette intrigue, je ne dirai rien. Si elle est assez crédible, elle est surtout le prétexte servant à agiter les réflexions politiques et philosophiques qui surgissent face à la double menace de l'effondrement environnemental des écosystèmes terrestres et de la fuite en avant prométhéenne des adorateurs de la technoscience. Il faut peut-être être solidement versé dans la problématique du transhumanisme pour saisir toutes les subtilités du récit d'Anne Frémaux mais un glossaire aide les débutants à s'y retrouver... Il faut dire que l'auteure n'est, elle, pas une débutante : agrégée de philosophie, elle a écrit en 2011, *La nécessité d'une écologie radicale*.

Entre la dystopie de la société des augmentés, cyborgs et autres hybridés, et l'utopie de la société des habitants de la Réserve du Levant, Anne Frémaux apporte vraiment beaucoup d'idées à moudre au moulin de nos réflexions sur le futur dans lequel nous souhaiterions vivre. Seul regret : une maison d'édition peu connue et donc diffusion réduite d'une brique plutôt lourde. N'y a-t-il pas une grosse maison d'édition tentée de reprendre en poche ce qui ferait un beau succès ?

Anne Frémaux, *L'ère du Levant*, Rroyz éditions, 2016, 471 pages.

A.A.



C'est sans honte, et sans vouloir user de ces techniques de marketing qu'on abhorre, qu'on ose dire que *Aux origines de la décroissance* est le bouquin à avoir avec vous cet été, que vous restiez chez vous ou alliez sur quelconque chemin de voyage – enfin, certains sembleraient incompatibles avec cette lecture... Compilation de 50 penseurs majeurs qui ont par leur vie et leur œuvre nourri la critique de la civilisation industrielle et du progrès, fondement de la décroissance, chacun d'eux est présenté d'une même façon : portrait sur une pleine page à gauche, citations de l'auteur sur la page qui lui fait face, suivi de quatre pages de description. Court pour chacun, mais ouvrant des perspectives de lecture et de rebondissement vers l'œuvre entière du penseur, qui, si vous voulez épuiser les 50, vous demandera certes plus de temps que la période estivale.

Aux origines de la décroissance, coordonné par Cédric Biagini, David Murray, Pierre Thieset, illustré par Stéphane Torossian, L'Echappée-Le pas de côté-Ecosociété, 312 pages.

A.P.



Les essais en écologie politique ont beau pleuvoir depuis quelques années, je suis rarement déçu de la qualité des analyses, même si elles se recoupent souvent. Le philosophe Pierre Madelin n'y déroge pas avec ce court *opus* posant avec acuité les termes du « problème ». Les six premiers chapitres explorent la nature du système capitaliste, la situation écologique, démographique et nos rapports avec les animaux. Le capitalisme, ce « mécanisme impersonnel fétichisé », malgré ses trois contradictions – interne (économique), externe (écologique) et anthropologique –, ne mourra pas de mort naturelle si nous ne le combattons pas, prévient l'auteur. Les quatre chapitres suivants proposent des pistes de sortie de crise, en opposant l'État-nation et la démocratie actuelle avec l'auto-organisation libertaire des

sociétés, qui a la faveur de Madelin, d'ailleurs installé au Chiapas parmi les zapatistes. Pour lui, une écologie politique libertaire doit se poser deux questions fondamentales, celle des échelles et celle de la souveraineté populaire. Le salut ne viendra certainement pas des grandes villes, mais des communautés paysannes, là où une reterritorialisation politique, économique et psychologique de notre rapport au monde est possible. L'exercice de la souveraineté populaire « devrait toujours être soumis à des normes constitutives de justice et de respect de la terre et des personnes », tout comme « [...] il est désormais indispensable que les sociétés démocratiques reconnaissent un principe constitutif et contraignant de respect de l'intégrité de la terre et de ses capacités d'autorégénération les plus fondamentales » (p.136). Clairvoyant, Madelin sait que « si elle est grosse de promesses émancipatrices, une société autonome est donc également potentiellement tragique, car l'autolimitation peut toujours laisser place aux effets destructeurs et autodestructeurs de la démesure » (p.140). L'effondrement est donc certain car nous manquons tragiquement de temps et de volonté citoyenne pour inverser la tendance.

Pierre Madelin, *Après le capitalisme. Essai d'écologie politique, Écosociété, 2017, 149 pages.*

B. L.



Le thème d'Internet fait couler beaucoup d'encre, avec la difficulté méthodologique du manque de recul temporel. Qu'importe, le phénomène est trop important que pour s'abstenir de tenter l'analyse la plus juste possible, ce à quoi s'attelle, avec un ton engagé, le collectif italien de chercheurs Ippolita. Cet essai sceptique se veut antitechnocratie, celle-ci représentant « l'idéologie de l'asservissement à la technique » (p.132). Il nous invite à cesser de déléguer nos existences aux « technologies de la domination », à nous engager dans des micro-politiques quotidiennes visant l'autonomie, dans de nouveaux rituels sociaux conscients et dans la construction de « réseaux de confiance » plutôt que de réseaux sociaux. Car, comme ils le rappellent avec force, « l'utilisation d'une technique hétéronome ne peut pas être l'outil d'une politique de l'autonomie » (p. 131). Face à la mégamachine algorithmique et autopoïétique, c'est d'une nouvelle réflexivité dont nous avons besoin, pour refuser l'identité numérique unique et conserver la multi-dimensionnalité de notre être. Mais nous serions déjà devenus des cyborgs, du fait même que nos corps sont informés, et par là même modifiés, cette modification opérant sur l'esprit qui élabore le signe. « Si les êtres humains augmentés délèguent à des processus automatisés et délocalisés le travail des facultés cognitives, on peut être sûr qu'ils ne seront rien d'autre que des cyborgs particulièrement diminués » (p. 154). Tant qu'il est aux mains des GAFAs récoltant gratuitement nos milliards de données privées pour les valoriser à leur profit, Internet ne peut être ni libre ni démocratique, et Ippolita en administre la preuve. Cet angle micro-politique du livre est sa limite, comme le remarque Bernard Stiegler dans sa postface. Pensons donc à insérer également la question numérique dans la macro-politique.

Ippolita, *Internet, l'illusion démocratique, La Différence, 2016, 170 pages.*

B. L.



L'opprobre qui s'abat le plus souvent sur celui qui ose dire qu'il ne vote plus justifie aisément pour la victime qu'il apprécie l'ouvrage d'Antoine Buéno *No Vote !* Mais ce serait insuffisant, car l'auteur parvient en un petit ouvrage vivifiant à argumenter brillamment et à démontrer l'inutilité complète du vote en l'état actuel, de même qu'à l'impossibilité de changer réellement la situation dramatique du monde (inégalité et destruction de la nature) avec les assemblées et autres organes législatifs, les parlementaires ne travaillant qu'à la reconduction de leur poste ou, s'ils y croient, n'ayant pas les moyens de leur ambition. En somme, « le système politique ne fait pas avancer la société ; il accompagne sa dérive » (p.146). Antoine Buéno milite ainsi pour une mesure selon lui réellement intéressante et subversive : la reconnaissance de l'abstentionnisme comme véritable force politique.

Antoine Buéno, *No Vote !, Autrement, 2017, 156 pages.*

A.P.



Ils en rigolent, mais c'est un rire jaune ou celui du « mieux vaut en rire »... car que faire quand les salles d'opération débordent, quand la médecine devient routine, quand le patient devient subrepticement « client », quand la bureaucratie vient constituer la toile de fond de la profession, reléguant le serment d'Hippocrate aux toilettes... quand on a le temps d'y aller. Car c'est cela *Burning out*, c'est TOUT : ici c'est dans un hôpital, mais ça aurait pu être dans une école, une administration, une université... c'est l'invisibilité de l'aval, l'accélération du bout de chaîne, des travailleurs qui subissent, loin des décisions des politiciens qui réduisent, coupent, rabotent le personnel du fond de leur siège douillet... On attend alors infirmiers et médecins : « On est dans un système qui est fou... j'ai envie de dire : "Ouvrez les yeux" (...) je suis fier de mon métier mais « mon travail n'a plus de sens » (...) » Mais on attend peut-être que ça de moi... » Obligation de résultats, pressions font dire à un chirurgien : « Si j'avais un héritage ou que je gagnais au Lotto, je m'arrête du jour au lendemain ».

Pendant 2 ans, le réalisateur belge Jérôme Le Maire a suivi les membres de l'unité chirurgicale dans l'un des plus grands hôpitaux de Paris, La Salpêtrière. Ce bloc opératoire ultra-performant fonctionne à la chaîne : 14 salles en ligne ayant pour objectif de pratiquer chacune quotidiennement huit à dix interventions. *Burning out* est le symbole de l'embrasement complet d'une société avec la question essentielle, pour tous, soulevée par une médecin : - « *Quand est-ce qu'on va se réveiller ?* ». On constatera toutefois le traitement de classe même lorsque la révolte gronde : chirurgiens et anesthésistes étant écoutés par la direction, petites mains subissant en aval la frustration des premiers.

Burning out, dans le ventre de l'hôpital, un film de Jérôme Le Maire (inspiré du livre de Pascal Chabot *Global Burn-out*), 2016.

A.P.



Petit condensé de la pensée de cinq auteurs sur le progrès (Karl Kraus, Robert Musil, George Orwell, Ludwig Wittgenstein et Georg Henrik von Wright), *Le mythe moderne du progrès* démonte cette notion floue, « sorte de point de vue obligatoire [où] tout ce que nous faisons est censé correspondre à un progrès ; il n'arrive pour ainsi dire jamais

que nous admettions avoir régressé sur certains points » (p.8). Pointant ce mythe où la solution aux problèmes serait la continuation de la politique des causes qui les produisent, l'ensemble des extraits démontrent pour ceux qui en douteraient, que le progrès « ne constitue aujourd'hui rien de plus qu'une représentation obligatoire à laquelle ne correspond plus qu'un contenu insaisissable » (p.14), faisant de la chose une religion qui dispenserait de se poser des questions et de douter : le « plus » en est-il un ? L'augmentation de la connaissance scientifique permet-elle de résoudre les nouveaux problèmes de l'humanité ? Au fond, maintenir la religion du progrès ne permet-il pas de nier la possible disparition de l'espèce humaine d'un côté, de l'autre que notre forme de société n'est pas naturelle, en ce sens qu'une toute autre aurait été possible, et devra l'être si nous voulons nous en sortir.

Jacques Bouveresse, *Le Mythe moderne du progrès, Agone, 2017, 114 pages.*

A.P.



Les sociologues de la richesse, le couple Pinçon-Charlot, ont la colère qui montent à la tête. Car à démonter pendant des décennies les rouages de la grande bourgeoisie et voir malgré tout les effets dans le réel se déployer plus violemment encore, avec après des Sarkozy et des Berlusconi, des Trump et des Macron prendre le pouvoir, a quelque chose de profondément révoltant. En quelques courts chapitres, ils démontrent comment l'oligarchie a tout récupéré à son profit, de la lutte contre les changements climatiques au vote d'extrême droite qu'elle a nourri, montrant d'ailleurs à ce niveau le culte du marché et l'esprit de profit des Le Pen, qui sont autant dans le système que ceux qu'ils critiquent. Décrivant le réseau totalitaire de l'oligarchie

mondiale, ils clôturent leur ouvrage sur ce que de plus en plus pensent, et nous en avertissent : « Il est urgent d'agir avant qu'il ne soit trop tard ».

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les prédateurs au pouvoir : main basse sur notre avenir*, Textuel, 2017, 64 pages. A.P.

FABRICE NICOLINO

CE QUI COMPTE VRAIMENT

Dans son dernier ouvrage, Fabrice Nicolino nous livre de façon brute l'état des lieux de la planète : la disparition massive des paysans, de la biodiversité, la pollution des cours d'eau, la dramatique extinction des réserves halieutiques qui pourtant voit la perpétuation du saccage des océans par les chalutiers occidentaux, etc. S'il nous livre ici ce qui compte vraiment pour lui, et qui devrait vraiment compter pour tous, s'il exprime cette indispensable harmonie de l'homme et de la nature, on sent Nicolino profondément tiraillé entre ce pessimisme de la raison et cet optimisme de la volonté qu'évoquait Gramsci, avec, même s'il ne veut l'admettre, une prédominance du premier. De cet optimisme par ailleurs, on sent parfois qu'il espère le concrétiser avec des formules incantatoires dont la probabilité qu'elles se réalisent en ajoute au pessimisme. Avec une position assez bien naïve sur l'Europe (« *Le malheur commun, ce n'est pas l'Europe, c'est la marchandisation du monde* », sauf que l'Europe est un instrument indispensable de la marchandisation du monde...), un européisme qui l'amène à mettre dans le même sac l'élection de Duterte aux Philippines avec le Brexit au Royaume-uni (p.197). Toutefois, Nicolino nous met en face de ce que toute lucidité radicale provoque : un gouffre entre la perception de ce qui est et la perspective de ce qui devrait se faire – ou ne pas se faire.

Fabrice Nicolino, *Ce qui compte vraiment*, Les Liens qui Libèrent, 2017, 222 pages. A.P.



Troisième opuscule du comité invisible, les auteurs adoptent cette posture qui, quoi qu'on y fasse, commence à fatiguer. S'ils reconnaissent que « *toutes les raisons de faire la révolution sont là. Il n'en manque aucune (...) pas même d'en être informés* », nous voudrions leur rappeler qu'une proportion encore massive de gens se nourrissent des infos faites par les grands groupes de presse qui font leur propagande via radio, télé, internet, et qui ainsi maîtrisent la représentation du réel, ce qui n'est pas peu. Ainsi, on voudrait leur dire que toutes les raisons ne sont pas là, et, notamment, une, essentielle : celle du pouvoir d'informer de ce qui est important pour le peuple. Et, dans une contradiction qu'ils ne perçoivent pas, au sein d'un même paragraphe, ils l'admettent : « les corps sont devant des écrans » (p.7). Teinté d'un nihilisme démobilisateur (tout est foutu mais il y a de la place pour les « déserteurs »), nourrissant le flou sémantique, les basses attaques peu argumentées (« Il faut vraiment s'appeler Michéa pour croire que le prolétariat ait jamais été sincèrement moraliste et légaliste », p. 37), leur invisibilité tendrait parfois à se confondre à une transcendance qui les mettrait au-dessus de la foule, dans une forme d'arrogance intellectuelle dont une certaine intelligentsia française a parfois le secret. À certains moments, on en viendrait à penser que la déliquescence du monde est utile à certains, qui peuvent ainsi s'employer sans fin à la décrire et fustiger tous ceux qui en sont conscients mais penseraient et agiraient mal.

Comité invisible, *Maintenant, La Fabrique*, 2017, 160 pages. A.P.



La souffrance au travail est une réalité d'une telle ampleur aujourd'hui, qu'on a besoin d'auteurs comme R. Christin, J.-C. Giuliani, P. Godard et B. Legros pour faire cet état des lieux sans complaisance et s'attaquer à ces injonctions si peu questionnées : « *Il faut travailler* », « *nous devons viser le plein*

emploi », « *le travail est LE lieu de réalisation de l'humain* »... Les auteurs de l'ouvrage martèlent le constat : alors qu'il se raréfie, que ses conditions se dégradent et parfois s'avèrent carrément inhumaines, le travail reste de façon surprenante extrêmement valorisé par une majorité de personnes dans nos sociétés. Face à cela, les auteurs du « *travail, et après* » prennent le contrepied de la pensée dominante et se lancent dans un plaidoyer contre le travail. Le travail est considéré ici comme un repoussoir : il aliène et exploite le travailleur et appauvrit la société notamment en privant le travailleur de temps suffisant à investir dans la cité. Le croisement de ces quatre regards aiguisés donne de la matière pour fonder une critique impitoyable du monde du travail. On peut cependant regretter un certain manichéisme dans les constats. À certains moments, l'analyse critique est déformée par un réductionnisme qui condamne sans nuance des initiatives qui dans la réalité revêtent des formes multiples et peuvent même s'avérer émancipatrices. Heureusement, l'ouvrage n'en reste pas uniquement au développement d'un point de vue critique, il offre de nombreuses pistes pour repenser un *en dehors* ou un *à côté* du travail. À partir de réflexions sur l'allocation universelle, la réduction du temps de travail ou encore la revalorisation du chômage, les auteurs nous montrent que des espaces à investir existent pour construire un rapport sain à l'activité professionnelle. En résumé, vous trouverez dans cet ouvrage des arguments solides pour déconstruire l'idée selon laquelle *le salut viendra par le travail* et des propositions originales pour rebâtir des espaces de sens, de sociabilité, de convivialité, d'utilité en dehors du travail.

Collectif, *Le travail et après*, Ecosociété, 2016, 112 pages. Émeline De Bouver

FILLES ET FILS DE PUB

AVOIR LES BOULES OU PAS ?

Est-ce que vous connaissez Paul ? C'est ce type à l'air franchement débile qui vient de gagner au Lotto et qui est devenu « *scandaleusement riche* ». Il anime les clips publicitaires pour le Lotto. Paul n'est vraiment pas futé : il ne fait rien que des bêtises avec ce pacotile qu'il a subitement touché et, finalement, si sa vie a changé de décor, sa tartine tombe encore et toujours du mauvais côté, même si ce n'est plus du côté confiture mais du côté caviar servi à la louche par son robot-serviteur.

C'est une constante : dans la plupart des publicités qui essaient de vous pousser à perdre de l'argent en jouant à des jeux de hasard, le gagnant est un beauf qui ne sait pas gérer sa chance/malchance (voir le clip https://www.youtube.com/watch?v=y_0WUveEX-w). Est-ce parce que les publicitaires sont un peu gênés de vendre du vent ou parce qu'ils sont secrètement jaloux des rares élus qui gagneraient. À moins que ce ne soit parce qu'ils pensent que ceux qui gagnent ne le méritent pas et qu'ils ont à cœur de les rendre plutôt ridicules.

Ce décalage humoristique est de plus en plus courant dans la pub. Les « créatifs » qui doivent imaginer des scénarios pour faire vendre un produit quelconque savent que le rire est porteur mais on sent aussi une distanciation, une autodérision qui leur permet sans doute de réduire leur dissonance cognitive : vendre de la merde en la faisant passer pour la quintessence du désir et la promesse d'un bonheur toujours différé, cela pose sans doute

quelques problèmes éthiques aux moins cyniques d'entre eux.

Pour ce qui est de la loterie, ils devraient savoir que les « grands gagnants » suivent en général une aide psychologique qui dure souvent plusieurs années. Pas facile de rester « normal » quand on quitte la décence commune de monsieur et madame Toulemonde, de passer de la mobylette à la Ferrari et du pédalo au yacht de 50m de long. Les récits de malheurs d'après-gain foisonnent, même s'ils ne reflètent pas la majorité des situations vécues. Le désir d'égalité qui anime la majorité d'entre nous nous pousse à croire en la légende grecque du roi Midas : sa capacité à transformer tout ce qu'il touche en or le coupe totalement de la vie normale, l'empêchant de manger et de boire et le faisant transformer ses proches en statues d'or dès qu'il les touche.

Pour ma part, je ne pourrais apprécier qu'une seule pub pour les jeux de hasard : celle qui promet le *Win for life*. Accorder 2 000€ par mois à vie aux gagnants, c'est une super allocation universelle. Des chercheurs en sociologie de Louvain ont d'ailleurs suivi 96 *winners* et ont constaté que 90% continuaient à travailler dans le même boulot, réduisant quand même souvent leur temps de travail. C'est plutôt positif quand la loterie permet de démonter les arguments de ceux qui s'opposent au revenu inconditionnel d'existence en faisant croire que les gens deviendraient des profiteurs amorphes.

A.A.



Illustration : Laure Gatelier

BRÈVES

L'ARGUMENT MASSUE : LE VENEZUELA !

« Jeremy Corbyn a affiché sa sympathie pour plusieurs dictatures (...) dont le Venezuela ». Cette phrase c'est Kate Andrews, rédactrice en chef du think tank libéral IEA, qui l'a tenue lors d'un débat organisé en vue des élections législatives anticipées au Royaume-Uni. Outre l'allégation fallacieuse selon laquelle le Venezuela serait une dictature, cette attaque avait pour but de discréditer le leader du Labour en instrumentalisant la grave crise économique qui frappe la République bolivarienne. Cette accusation rappelle le traitement médiatique accordé à Jean-Luc Mélenchon quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle : le candidat de la France Insoumise avait été qualifié de « Chavez français » par *Le Figaro*, vu son projet économique décrédibilisé sous prétexte d'une comparaison quelque peu hasardeuse avec celui du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV). On s'étonnera que ces différents journalistes et « spécialistes » commentant les élections, peinent à distinguer un pays dépendant fortement de sa rente pétrolière de pays ne disposant pas de l'or noir et ayant des économies beaucoup

plus diversifiées... À moins qu'il ne s'agisse en fait que d'un moyen pour discréditer son adversaire politique et éviter un débat d'idées ?

Sébastien Gillard

BRÈVES NUCLÉAIRES :

1. Crime atomique

L'industrie atomique s'est construite d'une part sur le mensonge d'une source d'énergie abondante et sans danger et, d'autre part, sur d'incroyables passe-droits comme la Convention de Paris signée en 1960 par les gouvernements de 16 pays européens qui se sont entendus pour limiter la responsabilité civile de l'exploitant en cas d'accident. Sans cette Convention, il n'y aurait pas d'électricité atomique en Europe.

Des millions de malades et de morts, pendant des milliers d'années, c'est tout ce dont pourra se prévaloir cette industrie et les dirigeants qui auront rendu sa mise en œuvre possible.

À quand des lois et un tribunal pour juger du crime atomique ?

Francis Leboutte, membre de *Fin du nucléaire*

2. Fin du nucléaire

Fin du nucléaire (FDN) est une nouvelle association (asbl) qui a été créée en janvier 2017. Si vous voulez donner du poids à ses revendications qui sont notamment l'arrêt immédiat des 3 réacteurs les plus vétustes (plus de 40 ans) et des deux dont les cuves sont fissurées, vous pouvez le faire de ces deux manières :

- 1) En tant qu'association, il suffit d'envoyer un courrier ou un courriel à FDN. Le nom de l'association et l'adresse de son site web seront ajoutés sur le site de FDN.
- 2) En tant que personne, devenir membre de l'association, la cotisation annuelle étant de cinq euros.

Information et soutien : www.findunucleaire.be

RECETTES DE L'AUTONOMIE

Socrate : Sais-tu, cher Glaucman, comment on fait pour attraper un singe ?

Glaucman : Non, mais qu'est-ce que cela a à voir avec ce que nous disons ?

Socrate : Tout. Car, avec ta théorie, nous devenons des singes qu'on chasse et qu'on attrape avec une noisette.

Glaucman : Explique-toi, Socrate.

Socrate : C'est simple, la noisette, c'est l'objet que le singe veut attraper pour la manger. Et l'autre, celui qui veut attraper le singe, le sait. Il dispose donc une noisette dans une boîte percée d'un trou dans lequel le singe peut faufiler sa patte. Cette boîte est attachée au sol par une chaîne. Quand vient la nuit, le singe s'approche de la boîte, passe sa patte et la referme sur la noisette. Mais voilà, quand il veut retirer sa patte, il ne peut pas, parce que son poing serré sur la noisette ne passe plus par le trou. Il ne lui vient pas à l'idée de lâcher l'objet de sa convoitise, la noisette. Il suffira au chasseur de venir le lendemain, il capturera ainsi le singe qui a cru saisir la noisette. Le singe aura donc été attrapé parce qu'il a cru attraper. Eh bien, on fait de même pour attraper un Grec, un Français ou un Chinois. On dispose des objets de convoitise dans une boîte, un de ces rectangles qui tapissent les murs de la ville qu'on appelle affiche publicitaire, ou dans une boîte appelée télévision, ou encore dans cet autre rectangle, l'ordinateur. L'individu qu'on veut capturer voit l'objet et le convoite aussitôt. Il suffit qu'il rentre aussitôt dans un magasin ou qu'il appuie sur le clic de la souris. C'est ainsi qu'il se trouve pris par l'objet qu'il a pris. Il ne reste plus au chasseur qui, dans le cas de la chasse à l'homme, s'appelle un *Marketing man*, qu'à attraper celui qui a attrapé l'objet pour le mettre dans un de ces grands trapeaux de consommateurs et à le traîner d'objet en objet. Appelles-tu cela la liberté, Glaucman ? Appelles-tu cela le bonheur ?

Glaucman : Je dis que c'est mieux que de ne rien avoir.

Socrate : Je ne te parle pas de ne rien avoir. Je te parle de se faire avoir.

Glaucman : Mais vois-tu une alternative ?

Socrate : Oui. Au lieu d'attraper l'objet manufacturé que le chasseur te tend, tu aurais pu bricoler, fabriquer toi-même un objet adéquat à ton désir. Cela s'appelle une œuvre. Une œuvre dans laquelle tu te réalises. Tu as certes besoin de quelques objets manufacturés pour survivre, mais tu as aussi et surtout besoin de fabriquer tes propres objets pour vivre une vie bonne. Des objets singuliers. Pourquoi ? Parce que si tu vis devant toi l'objet que tu as fabriqué, tu pourras aisément en déduire qu'il a fallu un sujet pour le faire. Et ce sujet, c'est toi. C'est cela le bonheur. Tu te prouves à toi-même que tu vis. Tu n'as pas disparu dans des objets que tu consommes à la chaîne, qui t'enchaînent et qui merdient le monde. Cela revient en somme à naître, et même à connaître avec des objets bien à toi*.

LEÇON 1 : FAIRE SA LESSIVE SOI-MÊME

Fabriquer sa lessive pour laver son linge est un geste économique, écologique et efficace. De plus c'est très facile. Voici la recette :

LES INGRÉDIENTS POUR 3 LITRES DE LESSIVE

- 35 à 40g de savon de Marseille râpé ou en copeaux
- 3 c. à s. de bicarbonate de soude
- 3 c. à s. de vinaigre blanc
- 3 litres d'eau
- 10 gouttes d'huile essentielle de citron (ou un autre parfum que vous aimez)

LE MATÉRIEL NÉCESSAIRE

- une râpe
- une casserole
- des récipients pour stocker la lessive (bouteilles, bocaux, etc.)
- éventuellement : un entonnoir

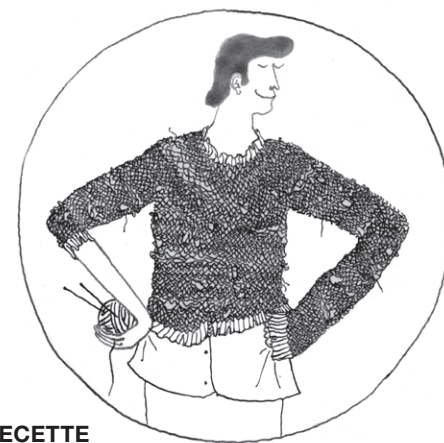


Illustration: Elisabeth Corbin

LA RECETTE

1. Râpez 40g de savon de Marseille (les copeaux déjà rapés sont également disponibles dans les commerces)
2. Faites-les fondre à feu doux dans 1 litre d'eau très chaude
3. Mélangez bien
4. Ajoutez 3 c. à s. de bicarbonate de soude et 3 c. à s. de vinaigre blanc
5. Laissez reposer pendant 1 heure, puis allongez avec 1 litre d'eau tiède
6. Si vous trouvez que le liquide est fort épais, allongez de nouveau avec 1 litre d'eau froide et mélangez bien
7. Ajoutez quelques gouttes d'huile essentielle pour le parfum
8. Mettre en bouteille lorsque le mélange est tout à fait froid

N'hésitez pas à nous donner votre retour sur vos expériences, et si vous avez aimé parlez-en à vos proches et amis.

Alors, fabriquer sa lessive soi-même: un jeu d'enfant, non ?

* Apocryphe, écrit tout à fait librement par Dany-Robert Dufour. Voir *Pléonexie*, Le bord de l'eau, 2015.

nos amis les objets(intelligents)

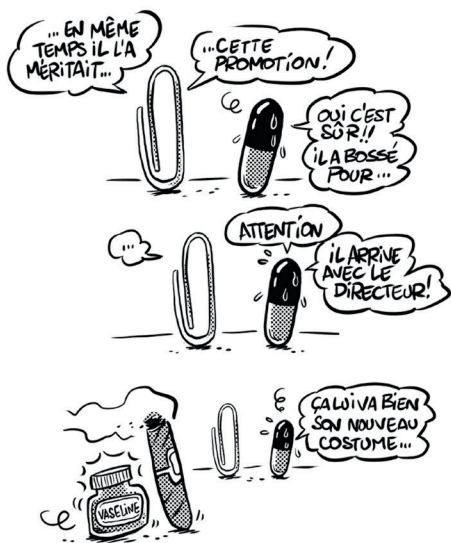
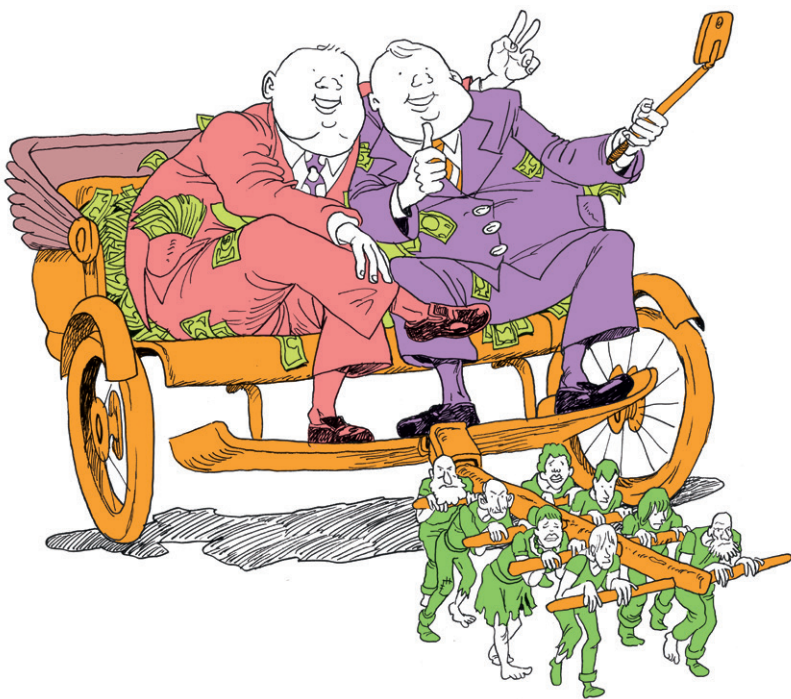


Illustration: Chanic

Illustration: Camillo Coliaco

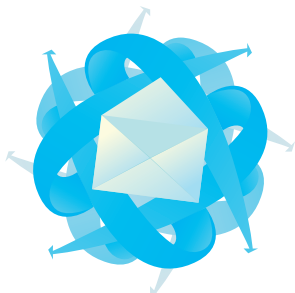


INVITATION

Venez discuter et nous retrouver pour la sortie du Kairos 30

- au bar du Pianofabriek,
- à partir de 19h00,
- le jeudi 29 juin,
- Rue du Fort, 35, 1060 Saint-Gilles.

Nous y serons avec le **dernier Kairos**.



COURRIER DES LECTEURS

- J'ai découvert par hasard votre excellent bimensuel à la maison médicale Alpha Santé à Schaerbeek où je me rends ces derniers

temps très fréquemment pour des séances de kiné. Il est vrai que l'affiche du cheval galopant à contre-sens avait déjà attiré mon attention - ou est-ce que ma mémoire me joue des tours? Ensuite, il y a eu cette récente campagne d'affichage et ces journaux sur la table de la maison médicale. Ils étaient là tout neufs. C'est donc sans regret que depuis lundi dernier, je repose votre journal sur la table pour que tous les patients puissent en profiter. Car je sais que la lecture interrompue d'un article pourra être poursuivie à la séance suivante. Il m'est arrivé de me présenter un quart d'heure à l'avance pour finir un article et en commencer un autre - et être reconnaissante vis-à-vis de mon kiné du retard accumulé au cours de la journée pour

continuer de vous lire :-). Bref, je suis mordue! Je dois avouer que je n'avais plus lu d'articles aussi bien écrits et à contre-courant de ce que la presse belge fabrique: une information biaisée, orientée, méprisante, cynique, quand elle n'est pas dans certains cas la pâle traduction d'un site britannique bien connu mais dont l'impartialité laisse à désirer.

Isabelle Pierre

- On a vraiment besoin d'une presse qui permet de garder son libre arbitre et qui regarde le monde dans lequel nous évoluons autrement qu'au travers du spectre de la pensée unique !

Jean-Claude

- En page 11 du numéro 28 « Une place Lumumba contre l'oubli », il y a un oubli. Mpolo, ministre de la jeunesse et Okito président du Sénat, ont été fusillés en même temps que Lumumba (L'assassinat de Lumumba, Ludo De Witte, Karthala). Quand au réchauffement climatique p.18, il est indispensable de lire : Climat, 15 vérités qui dérangent, István E. Markó, Ed. Texquis. C'est... exquis ! Pas de réchauffement. La rose au bout du quai !

Daniel Olivier, critiqueur.

ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur: www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!